



Tawala za Kiafrika: kuacha
ukoloni, endogeneity na
ubunifu

African Administrations:
Decoloniality, Endogeneity, and
Innovation

Les administrations africaines :
décolonialité, endogénéité et
innovation

الإدارات الأفريقية: إنهاء التركة
الاستعمارية، المحلية والابتكار

À PROPOS

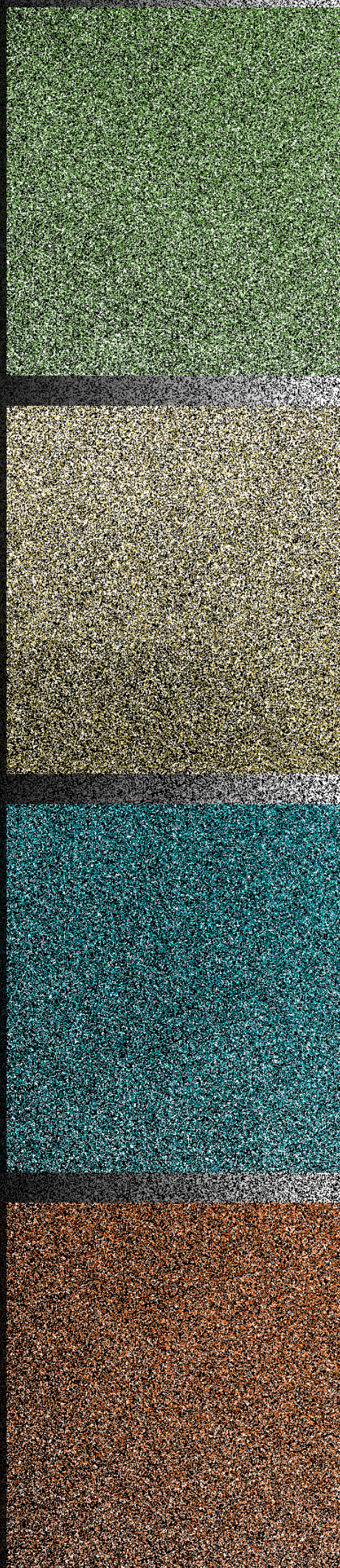
La revue *Global Africa* accueille des réflexions sur les enjeux globaux et leurs défis saisis à partir de l'Afrique et de ses diasporas. Ce contexte de défis anciens, nouveaux et futurs est celui dans lequel il faut penser de manière critique le Continent et ses trajectoires sociales, politiques, culturelles, économiques, scientifiques.

Global Africa est portée par le Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs / Afrique – Diasporas (LASPAD) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, au Sénégal avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France, le Laboratoire d'Études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) au Niger et l'Université internationale de Rabat (UIR) au Maroc. *Global Africa* est une revue pluridisciplinaire, à partir et au-delà du champ des sciences sociales, et publie des textes originaux et/ou traduits en français, arabe, anglais et swahili. En prise avec les enjeux globaux, soucieuse de s'inscrire dans la « science de la durabilité » et dans la recherche prospective, *Global Africa* est un lieu d'analyses et de débats sur la place de l'Afrique dans le Monde.

Dans l'optique de renforcer l'écosystème de la publication de savoirs scientifiques en Afrique, les textes publiés par *Global Africa* répondent à une exigence majeure : investir des sujets qui font progresser les connaissances, la compréhension du réel, dans un champ qu'il soit disciplinaire ou thématique, ceci à partir de constructions théoriques et conceptuelles ainsi que de données empiriques solides, éprouvées. A titre d'exemple, sont attendues à la fois des contributions originales et critiques sur les problématiques inscrites dans les agendas internationaux (sécurité humaine, migrations, santé, éducation, environnement, ressources naturelles, démographie, genre, inégalités, urbanisation, démocratie, etc.), et des réflexions sur les rationalités, les valeurs et les pratiques à l'œuvre dans la problématisation même de questions ayant la prétention de dessiner les “trajectoires de développement” du Continent. Mieux encore, les enjeux éthiques, politiques et économiques liés à la quatrième révolution industrielle, qu'il s'agisse d'intelligence artificielle, de big data, de transpost-humanisme, de nanotechnologies, de technologies numériques, de biopolitique, de gouvernance mondiale, de société de contrôle etc. seront explorés à partir du Continent. De ce point de vue, *Global Africa* considère que pour penser le monde d'aujourd'hui et celui à venir, il est fécond de mettre en dialogue les sciences humaines et sociales avec les sciences digitales.

Au-delà des incantations à l'interdisciplinarité, l'objectif est concrètement d'accueillir des analyses émanant de divers espaces disciplinaires dès lors que – dans une démarche réflexive ou appliquée – elles permettent d'enrichir les réflexions qui visent à comprendre les dynamiques à l'œuvre sur le Continent. Située dans le champ des études globales, la revue accorde pourtant une grande attention à ce qui se passe au niveau local. *Global Africa* juge indispensable de s'appropriier des sujets qui font écho à des préoccupations « locales », émanant du corps social – qu'il s'agisse des personnes ou des groupes qui les vivent quotidiennement ou qui les organisent et les gouvernent – y compris celles des femmes, des jeunes et des personnes marginalisées. La revue s'ouvre dès lors aux arts, cultures, techniques et savoirs extra académiques, en discutant avec des experts reconnus dans leur domaine.

La gouvernance de *Global Africa* repose sur un dispositif de programmation et d'évaluation scientifique autonome -engageant un comité de rédaction, un conseil scientifique, et un collège d'évaluateurs externes anonymes- qui aboutit, après un travail éditorial scrupuleux géré par un dispositif de production éditoriale, de traduction et de diffusion assuré par le LASPAD (Université Gaston-Berger de Saint-Louis), à une livraison de haute qualité scientifique. Disponible en ligne en open access, *Global Africa* publie quatre fois par an un numéro thématique, incluant des textes hors dossier (varias), des points de vue d'experts en prise avec l'actualité et des recensions d'ouvrages.



Responsable éditorial
Mouhamed K. Amoussa

Responsable traduction
Fatimatou Dia

Assistant d'édition
Mamadou Lamine Diandy

Traductions en français
Yankhoba Seydi a traduit les textes de Charly Tsala Ondobo et Sanou et al.

Traductions en anglais
Moussa Kane a traduit les textes de Mahamadou Diawara, Tamboura et al., Idrissou Mounpe Chare, le fil iconographique, l'introduction et l'entretien avec Rigobert Minani Bihuzo
Mame Codou Ndiaye a traduit le texte de Caremel & Issoufou

Traductions en arabe
Mohamed Jouili

Traductions en swahili
Elvis Gakunzi

Copy editing et relecture en français
Stéphanie Quillon
Mame-Penda Ba

Copy editing et relecture en anglais
Khardiata Ba

Iconographie
Mame-Penda Ba

Maquette
Mouhamed K. Amoussa

La lecture des articles en arabe suit la numérotation de page de l'ensemble de la revue, de gauche à droite.

Crédits photographiques
Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à Guaté Mao, street artiste dont le talent et la générosité ont enrichi notre fil iconographique.

Le logo de Global Africa est emprunté au signe Nsibidi qui représente le savoir et le partage.

Le collège des évaluateurs étant anonyme, nous ne publions pas les noms de ses membres. Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'ensemble des évaluateurs pour leur disponibilité et leurs fécondes contributions.



Revue Global Africa
numéro 6

Juin 2024

Périodicité : quatre numéros annuels

(deux pour les deux premières années 2022, 2023)

Propriété : Université Gaston Berger, Sénégal

Éditeur : Université Gaston Berger, Sénégal

Directeur de la publication : Magatte Ndiaye,
Recteur de l'Université Gaston Berger

ISSN : 3020-0458

Programmation et évaluation

Coordinateurs du numéro

Jean-Pierre Olivier de Sardan

Mahaman Tidjani Alou

Cheikh Thiam

Secrétaire de rédaction

Fatimatou Dia

Comité de rédaction

Mame-Penda Ba (*Rédactrice en chef*), *Science politique, Université Gaston Berger*

Toussaint Murhula Kafarhire, *Sc. po, ASAA, ULC, UPN*

Uchenna Okeja, *Philosophie, Nelson Mandela Univ.*

Olivier Dangles, *Biodiversité, Sc. de la durabilité, IRD*

Sara Mejdoubi, *Linguiste, UIR*

Faisal Garba, *Sociologie, UCT*

Mohamed Jouili, *Anthropologie, ULM*

Nadine Machikou, *Sc. politique, Université de Yaoundé*

Frédérique Louveau, *Anthropologie, UGB*

Mireille Razafindrakoto, *Économie, IRD*

Philippe Lavigne-Delville, *Anthropologie, IRD*

Cheikh Sadibou Sakho, *Sociologie, Anthropologie, UGB*

Conseil scientifique

Akosua Adomako Ampofo (*Présidente*),
Gender studies, ASAA

Paul Tiyambe Zeleza, *Économie, USIU*

Souleymane Bachir Diagne, *Philosophie, CU*

Mamadou Diouf, *Histoire, CU*

Cecelia Lynch, *Science politique, UCI*

Estienne Rodary, *Géographie et science politique, IRD*

Célestin Monga, *Économie, World Bank/Harvard*

Bouchra Sidi Hida, *Sc. soc. et gouvernance, Codesria*

Philippe Peycam, *Histoire, IIAS*

Ibrahima Thioub, *Histoire, UCAD*

Fatima Sadiqi, *Ling. études de genre, Université de Fes*

Cheikh Thiam, *Études africaines, Amherst College*

François Roubaud, *Économie, IRD*

Felwine Sarr, *Économie, Duke University*

Stefan Ouma, *Géographie, University of Bayreuth*

Fatou Sow, *Gender studies, CNRS/UCAD*

Pap Ndiaye, *Histoire, SciencePo / MNHI*

Foued Laroussi, *Linguistique, Université de Rouen*

Zahia Jouirou, *Études islamiques et religions comparées, Université de La Manouba*

Ibrahima Kane, *Droits humains, OSF/UA*

Reda Benkirane, *Université M.VI Polytechniques*

Walter Mignolo, *Anthropologie, Duke University*

Dominique Darbon, *Science politique, LAM*

Mbissane Ngom, *Droit, UGB*

Fatima Harrak, *Histoire et science politique, Institut d'études africaines, Université Mohammed V*

Global Africa est une revue en libre accès distribuée selon les termes de la licence d'attribution Creative Commons Attribution Non-Commerciale (CC BY-NC 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>). Cette licence autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sur tout support, sauf à des fins commerciales, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée.

الإدارات الأفريقية: إنهاء التركة الاستعمارية، المحلية والابتكار

Les administrations africaines : décolonialité, endogénéité et innovation

African Administrations: Decoloniality, Endogeneity, and Innovation

Tawala za Kiafrika: kuacha ukoloni, endogeneity na ubunifu

Les administrations africaines : décolonialité, endogénéité et innovation

Éditorial	6-9
Catalogue des résumés	22-35
Guaté Mao <i>Sunugal</i>	36
Mahaman Tidjani Alou, Jean-Pierre Olivier de Sardan, Cheikh Thiam & Mame-Penda Ba Décolonialité ou innovation : Deux nouvelles perspectives sur les administrations africaines	42-46
Charly Tsala Ondobo Stimuler la lutte contre les pratiques de corruption à travers la numérisation de l'administration publique en Afrique	52-76
Jean-Francois Caremel, Mamane Sani Souley Issoufou Réformer les systèmes de santé « par le bas » Pistes de travail pour des « modèles voyageurs » locaux	101-116
Mahamadou Diawara La commune de Sirakorola, un laboratoire des innovations locales. Le parcours atypique d'un réformateur villageois	133-144
Rigobert Minani Bihuzo « C'est notre philosophie Ubuntu, profondément ancrée en nous, qui nous permet de continuer à vivre aujourd'hui. »	157-165
Hamidou Sanou, Dan Wolf Meyrowitsch, Gabin Korbéogo & Helle Samuelsen Initiatives locales et numérisation du système de surveillance des maladies épidémiques Étude de cas de la e-santé en milieu rural au Burkina Faso	175-195
Maïrama Tamboura, Catherine Baron & Ramané Kaboré La Fabrique des innovations d'en-bas dans les services urbains d'eau des quartiers précaires de Ouagadougou : Etudes de cas à Goundrin et à Boassa	217-229
Isatou Touray La dangereuse réversibilité des droits des femmes : le cas des mutilations génitales féminines en Gambie	244-247
Idrissou Mounpe Chare Ramer à contre-courant du marchandage des services publics au Cameroun. La gestion de la circulation routière selon Pointinini	253-265

African Administrations:

Decoloniality, Endogeneity, and Innovation

Tawala za Kiafrika:

kuacha ukoloni, endogeneity na ubunifu

الإدارات الأفريقية: إنهاء التركة الاستعمارية، المحليّة والابتكار

Editorial	10-12	13-16	17-20
Abstracts Catalog	22-35	22-35	22-35
Guaté Mao <i>Sunugal</i>	37	38	39
Mahaman Tidjani Alou, Jean-Pierre Olivier de Sardan, Cheikh Thiam & Mame-Penda Ba Decoloniality or Innovation: Two New Perspectives on African Administrations			47-50
Charly Tsala Ondobo Spurring the Fight against Corrupt Practices through the Digitalization of Public Administration in Africa			77-99
Jean-Francois Caremel, Mamane Sani Souley Issoufou Reforming healthcare systems from "the bottom up". Working pathways for local "traveling models"			117-131
Mahamadou Diawara The Commune of Sirakorola, a Laboratory for Local Innovation. The Atypical Story of a Village Reformer			145 -155
Rigobert Minani Bihuzo "It is our Ubuntu philosophy, deeply rooted in us, that keeps us going today"			166-173
Hamidou Sanou, Dan Wolf Meyrowitsch, Gabin Korbéogo & Helle Samuelson Local Initiatives and Digitization of Epidemic Disease Surveillance System. Case Study of e-health in Rural Burkina Faso			196-215
Maïrama Tamboura, Catherine Baron & Ramané Kaboré The Making of Bottom-up Innovations in Urban Water Services in Precarious Neighborhoods of Ouagadougou: Case Studies in Goundrin and Boassa			230-242
Isatou Touray The Dangerous Reversibility of Women's Rights: The Case of Female Genital Mutilation in The Gambia			248-251
Idrissou Mounpe Chare Rowing against the Tide of Civil Service Negotiations in Cameroon. Pointinini's Approach to Traffic Management			266-278

Ramer à contre-courant du marchandage des services publics au Cameroun

La gestion de la circulation routière selon *Pointinini*

Idrissou Mounpe Chare

Institut de recherches en sciences sociales, Université de Liège, Belgique
Département de sociologie, anthropologie et des sciences sociales pour le développement,
Université de Maroua, Cameroun
moupidriss@yahoo.fr

Résumé

Très peu de travaux se sont intéressés aux « réformateurs ou innovateurs de l'intérieur » dans les services publics en Afrique. Pour contribuer à ce débat, cet article montre que des îlots d'intégrité, de probité ou d'exemplarité existent. Il propose une étude de cas d'innovation de l'intérieur dans le domaine de la sécurité routière, privilégiant une approche socio-anthropologique et mettant en exergue un citoyen que l'on peut qualifier de « street-level bureaucrate », c'est-à-dire en contact direct avec les usagers. Il s'agit de Pointinini, un officier de police qui, par sa singularité dans la gestion de la circulation routière à Yaoundé, s'oppose à « la privatisation des services publics », soignant ainsi individuellement l'image de son corps de métier et contestant personnellement l'image d'une police totalement corrompue.

Mots-clés

Marchandage, services publics, circulation routière, Pointinini, corruption

How to cite this paper:

Chare, I. M. (2024). Ramer à contre-courant du marchandage des services publics au Cameroun. La gestion de la circulation routière selon Pointinini. *Global Africa*, (6), pp. 253-265. <https://doi.org/10.57832/m31n-3214>

Received: August 23, 2023

Accepted: March 11, 2024

Published: June 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/) 

Introduction

Des services publics critiqués... ;

De nombreux textes ont analysé empiriquement les dysfonctionnements des services publics en termes de privatisation (Plane, 1996), du lien entre État et corruption (Blundo & Olivier de Sardan, 2007 ; Bayart, 2006, 1985), d'efforts inachevés dans la lutte contre la corruption (Mgba Ndjie, 2018), de clientélisme (Médard, 2007) ou de néo-patrimonialisme (Awono, 2012). Blundo et Olivier de Sardan (2007), par exemple, indiquent que la rente développementiste et humanitaire produit l'extension de la corruption et empêche le développement d'initiatives internes au sein des administrations et des services publics africains.

Le Cameroun n'est pas en reste. Qu'il soit « semi-autoritariste » (Ottaway, 2003), « clientéliste » (Médard, 2007), « patrimonialisé » (Médard, 1990) ou même « néo-patrimonialiste » (Awono, 2012 ; Médard, 1998), les qualificatifs ne manquent pas pour désigner le système politique de Yaoundé. Pour certains observateurs, les maux dont souffre l'État du Cameroun, à l'image d'autres pays subsahariens, sont liés à sa gouvernance corrompue¹ (Bayart, 2006, 1985 ; Ela, 1998). En dépit d'un arsenal institutionnel² de lutte contre la corruption, celle-ci reste un fléau pour l'économie et freine le développement du Cameroun. Selon l'indice de perception de la corruption (IPC) en 2021, le Cameroun a progressé de deux points par rapport à 2020, passant du 146^e au 144^e rang mondial. Comparativement aux années 1998-1999 où le Cameroun trônait en tête des pays les plus corrompus au monde, l'on peut illusoirement penser que la corruption y a reculé. Mais le pays figure toujours parmi les pays les plus corrompus au monde. Pour lutter contre cette pratique gangrénant les métiers de l'État en « construction » (Belomo Essono, 2007), la Commission nationale anti-corruption (Conac) a été créée par décret présidentiel n° 2006/088 du 11 mars 2006. Cette entité publie chaque année un classement des administrations les plus corrompues au Cameroun. Dans le rapport annuel 2020 de la Conac, le secteur des transports routiers est le premier secteur le plus corrompu avec un pourcentage de dénonciation des actes de corruption de 17,10 %. Il est suivi par les affaires foncières (14,60 %), les forces de maintien de l'ordre (13,60 %), les finances (12,60 %), la justice (11,30 %), etc. L'État a subi un préjudice financier global de 17,611 milliards de francs CFA dû à la corruption et aux infractions assimilées (Conac, 2021). Les forces de maintien de l'ordre figurent toujours en bonne place du fait que les agents de cette administration sont très impliqués dans les actes de corruption dans les transports routiers. Cela n'est guère surprenant puisque :

La confusion du public et du privé est en effet le commun dénominateur à tout un ensemble de pratiques caractéristiques de l'État camerounais et de sa logique de fonctionnement, à savoir la corruption, qu'elle soit purement économique ou liée à un échange social, ou encore le clientélisme, le patronage, le copinage, le népotisme, le tribalisme ou le prébendalisme. (Awono, 2012, p. 44)

Les résultats d'une étude coordonnée par Titi Nwel et publiée par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung montraient déjà que « la corruption au sein des forces de l'ordre et dans l'armée » commencent dès l'entrée à l'école de formation (Titi Nwel, 1999, p. 53). La corruption s'est complexifiée aujourd'hui au point où Ebélé Onana (2020) parle de sa mutualisation, qui renvoie aux réseaux (verticaux et horizontaux) de corruption que forment les corrompus et les corrupteurs. Ebélé Onana se réfère à certaines équipes mixtes impliquant policiers et gendarmes pour montrer comment fonctionnent ces espaces de mutualisation de la corruption. Ainsi, selon lui :

- 1 La corruption est définie par l'article 134 du Code pénal camerounais et suppose la sollicitation et l'acceptation par un agent public ou privé d'avantages et faveurs diverses en contrepartie d'un service. Elle intègre aussi le fait pour une personne de proposer des avantages quelconques en vue de l'obtention d'un service, d'un bien, mais englobe également d'autres infractions apparentées concourant à l'enrichissement illicite.
- 2 Commission nationale anti-corruption (Conac), Contrôle supérieur de l'État (Consupe), Tribunal criminel spécial (TCS), Agence nationale d'investigation financière (Anif), chambre des comptes et juridictions de droit commun.

Ces réseaux sont constitués des alliances tissées par les agents d'un même service ou qui partagent un espace commun de travail dans l'optique de partager les gains. C'est ce qui est observable dans les contrôles mixtes policiers-gendarmerie-douane-agents du ministère des Transports-agents du ministère des Forêts et de la Faune. (Ebélé Onana, 2020, p. 68)

Du côté des autorités, la corruption des forces de police est même parfois reconnue et déplorée, comme en témoigne ce message radio-porté récent du délégué général à la Sûreté nationale (DGSN)³ :

Suite multiples plaintes usagers pour tracasseries policières, actes dénonciation corruption sur voie publique par Commission nationale anti-corruption (Conac), honneur vous demander, primo, bien vouloir rappeler aux différents postes mixtes instructions contenues message porté/fax n° 291/DGSN/CAB/SG/IG/DSCS/UC/SL/BEB date 19 juin 2023 proscrivant formellement retrait pièces identités même expirées aux usagers lors contrôles ; secundo, prendre toutes mesures nécessaires en vue lutter efficacement contre corruption diverses tracasseries policières sur voie publique, me rendre compte vos diligences⁴.

Ce message souligne bien l'importance des faits indexés. Il s'inscrit dans un contexte où les usagers sont menacés et rackettés pour défaut de carte nationale d'identité (CNI). Valable, difficile de se la faire délivrer aujourd'hui. En effet, la CNI, censée être délivrée en trois mois, n'est parfois obtenue qu'au bout de deux années. Le demandeur n'a alors en sa possession que le récépissé de délivrance, censé être prorogé une seule fois, pour une durée totale valide de six mois. Cependant, lors des contrôles de police ou de gendarmerie, les usagers doivent monnayer s'ils n'ont pas de CNI ou de récépissé encore valides. Conscient de ces tracasseries injustes, le DGSN a d'abord interdit en juin 2023 l'interpellation des citoyens pour ce motif. Cette interdiction n'a pas prospéré, cette norme pratique ayant persisté et il revient à la charge avec ce nouveau message datant du 4 mars 2024.

Toute une sémiologie populaire en rapport avec la corruption existe au Cameroun. Ainsi par exemple, dans le parler camerounais le « *mbéré, gnièh* » ou « *mange mil...* » désigne un homme en tenue et plus spécifiquement le gendarme ou le policier. « *Tchoco* », « mouiller la barbe », « la bière », « donner la bière » ou « parler bien » sont des expressions qui désignent le « monnayage ». Cette sémiologie participe de la banalisation de la corruption désormais observée ou vécue comme une pratique ordinaire. Depuis les années 1980, on sait que l'on ne peut rien obtenir dans l'administration au Cameroun sans « godasses » ni « parapluie », selon l'expression consacrée alors par l'humoriste populaire Dave K. Moctoi dans son célèbre spectacle *L'homme bien de là-bas*.

Aux cas exemplaires qui se démarquent mais peu documentés

Néanmoins, il existe des « réformateurs [ou] innovateurs de l'intérieur » dans les services publics au Cameroun comme en Afrique subsaharienne. Très peu de travaux ont été menés sur ces acteurs souvent peu visibles. Un état des savoirs sur les innovations sociales en Afrique subsaharienne a été dressé par Ndongo et Klein pour qui « les recherches sur ce thème sont encore en jachère » (2020, p. 57). Menés dans d'autres contextes, les travaux sur les innovations dans les services publics ont fait l'objet de synthèses par Droeghe et al. (2009), Gallouj et Djellal (2010). Les travaux à dominance théorique ou conceptuelle ont été menés par des auteurs comme Desmarchelier et al., (2020), Denis et Touati (2013), Djellal et Gallouj (2012, 2011), Becheikh et al. (2009), Aschhoff et Sofka (2009). Djellal et Gallouj, par exemple, tout en indiquant les faiblesses de la littérature sur cette problématique, se sont proposés « d'examiner la manière dont les principaux travaux réalisés durant deux décennies de recherche sur l'innovation dans les services prennent explicitement en compte (ou peuvent être extrapolés pour prendre en compte) l'innovation dans les services publics ». Ils revisitent les « quatre perspectives théoriques (assimilation, démarcation, inversion et intégration) » sur lesquelles « le champ des "*service innovation studies*" s'est établi » (2012, p. 99). Ces travaux sont caractérisés par leur ancrage théorique et leurs perspectives économiques. Parmi les rares travaux consacrés à l'innovation dans les services publics en Afrique, l'accent est souvent mis, d'une part, sur les innovations de l'extérieur et leurs déconnexions ou incohérences avec les réalités locales (Olivier

³ Il s'agit du plus haut responsable de la police camerounaise, équivalent du ministre de l'Intérieur ailleurs.

⁴ Message radio-porté no 416/DGSN/CAB/SG/IG/DSCS/UC/SL du DGSN, du 4 mars 2024 destiné aux commandant opérationnel du Commandement central des groupements mobiles d'intervention (CCGMI) et délégués régionaux de la Sûreté nationale.

de Sardan, 2022, 2021, 2015, 2014) ou leur extraversion (Ndongo & Klein, 2020) ; et, d'autre part, sur les secteurs comme l'éducation ou la santé (Olivier de Sardan et al., 2017 ; Olivier de Sardan & Ridde, 2014 ; Ridde, 2010 ; Bradol & Le Pape, 2009 ; Walker & Gilson, 2004).

Cet article propose d'inverser le regard porté sur les services publics en Afrique, en se démarquant des analyses sur leurs pesanteurs ou dysfonctionnements reposant sur la corruption, la privatisation ou la marchandisation. Il se démarque également des analyses purement théoriques et conceptuelles en proposant une étude de cas empirique d'innovation de l'intérieur dans la sécurité publique et routière, privilégiant une approche socio-anthropologique et mettant en exergue un citoyen qualifiable de « *street-level bureaucrat* », c'est-à-dire en contact direct avec les usagers (Lipsky, 1980). Il s'inscrit dans la perspective impulsée par Olivier de Sardan qui, dans un article publié par la revue *Global Africa*, invite à renouveler la stratégie du « compter sur ses propres forces » face à la dépendance à l'aide, et à promouvoir les experts contextuels (Olivier de Sardan, 2022). En reconnaissant que l'analyse des « réformateurs de l'intérieur » est encore un champ en friche, il indique qu'« il existe des exceptions parmi les agents de l'État, et on rencontre parfois ici ou là des réformateurs de l'intérieur, qui connaissent les contextes locaux et veulent les modifier de façon réaliste » (2022, pp. 97-98).

Le cas empirique de Pointinini

L'étude de cas que nous proposons pour le Cameroun concerne la police, considérée comme une des administrations les plus corrompues, accusée de marchandage et de racket. Pourtant, il serait injuste et hâtif de penser que tous ceux qui y travaillent le sont également. Certains agents se démarquent par une certaine rectitude, exemplarité et probité dans l'exercice de leur métier. Il ne s'agit pas d'innovations « *top-down* », mais d'innovations à partir du bas. C'est le cas de Pointinini, actuellement officier de police, qui se distingue par ses pratiques positives dans la gestion de la circulation routière à Yaoundé⁵.

Cet officier de police est depuis quelques années le responsable de l'équipe en charge de la circulation routière au carrefour Coron⁶ à Yaoundé. Pointinini y est connu pour sa rigueur et y imprime sa marque par son charisme et sa probité morale reconnus des usagers. Son comportement semble plus éducatif, sensibilisateur, moralisateur que répressif ou corruptible. Lorsqu'un automobiliste est en infraction, il lui parle avec autorité pour attirer son attention sur son écart de comportement. Il lui arrive très souvent d'exiger de l'usager fautif un retour à la queue du rang prescrit. Jamais il ne l'intimide pour le libérer contre « monnayage ». Il préfère l'amener à reconnaître son acte d'incivilité ou son écart pour les éviter à l'avenir. Celui qui essaie de le corrompre (pratique courante face à la police) se complique la vie. Pointinini s'irritera et l'affaire prendra d'autres tournures pour tentative de corruption. Mais, puisque « le règne de l'impunité » ne facilite plus rien et que « le contexte impose des stratégies d'adaptation [...], il faut être atypique pour vivre autrement » (Ela, 1998, p. 277). Dans ce contexte où la norme est devenue l'écart, et l'écart, la norme, comme le dit si bien Hubert Mono Ndjana⁷, le comportement de Pointinini suscite des interrogations. En quoi sa pratique peut-elle être considérée comme une innovation interne ? Quels peuvent être les ressorts de ce comportement incorruptible dans un environnement où la corruption semble la règle ? S'agit-il d'une norme pratique individuelle ou d'un retour à l'orthodoxie déontologique policière ?

La méthode de Pointinini dans la gestion de la circulation routière à Yaoundé montre que, même dans un service public discrédité, des îlots d'intégrité, de probité ou d'exemplarité existent. Il faut une enquête de terrain fine pour les identifier et les documenter, les rendre plus visibles, et discuter de leur potentielle répliquabilité. Il s'agit ici de rendre plus intelligible cette pratique en ce qu'elle a d'innovant. À partir de cette étude de cas, nous voulons montrer qu'au-delà des innovations

5 Ce cas n'est pas unique. Des collègues de l'école de criminologie de Kinshasa ont signalé deux cas analogues dans cette ville.

6 Ce carrefour reste l'un des plus embouteillés de la ville, sur l'axe névralgique reliant l'aéroport international de Nsimalen au centre-ville de Yaoundé. Indiscipline, ruse, agressivité, débrouille ou passe-droits caractérisent généralement les comportements des automobilistes aux heures d'intense trafic.

7 Célèbre philosophe camerounais auteur de cette formule à propos de la gouvernance : « Notre société se caractérise par le fait d'avoir écarté la norme et d'avoir normalisé l'écart. » Interview donnée au journal *Le Jour* en mars 2013.

techniques ou technologiques souvent importées comme des « modèles voyageurs » (Olivier de Sardan, 2021 ; Olivier de Sardan & Vari-Lavoisier, 2022), « les innovations sociales » (Ela, 1998) peuvent jaillir du bas ou des *outsiders*.

Considérations méthodologiques

Sur le plan méthodologique, cette contribution privilégie une démarche qualitative reposant sur un corpus de 17 entretiens libres. Ils ont été menés auprès des usagers de la voie publique, des collègues (hiérarchie et collaborateurs) de Pointinini, ainsi que d'autres personnes menant leurs activités quotidiennes autour du carrefour Coron, zone de son poste de travail. Nous avons interrogé 06 automobilistes, 02 supérieurs hiérarchiques, 03 collaborateurs, 02 autres agents de police chargés de la circulation à d'autres endroits de la ville de Yaoundé et 03 commerçantes ainsi qu'un commerçant ambulant exerçant leurs activités autour du carrefour Coron. Les commerçants interrogés avaient une ancienneté d'au moins dix années à cet endroit et ceux qui y sont bien avant l'affectation de Pointinini à ce poste étaient privilégiés. Ces entretiens libres ont été complétés par plusieurs entretiens répétés avec Pointinini lui-même, ainsi qu'un corpus des coupures de presse et des observations directes⁸. Les entretiens ont été menés entre juin 2022 et septembre 2023, alors que l'observation s'est déroulée de manière discontinue de février 2022 à novembre 2023. Les matériaux ainsi collectés lors des entretiens ont été traités puis soumis à une analyse de contenu pour parvenir aux résultats présentés ici.

La méthode de Pointinini dans la gestion de la circulation routière au Cameroun : entre contestation et révolution silencieuses

Pour mieux présenter la méthode Pointinini, il faut passer en revue le parcours de l'innovateur, et décrire en détail sa pratique.

Le parcours de Pointinini

De sources concordantes, dans son vidéoclip ayant pour titre *La chaussure qui parle*, l'artiste ivoirien Abou Nidal faisait la promotion d'une chaussure nommée « Pointinini ». Cette chaussure se caractérisait par son bout bien pointu et quelque peu surélevé ou par sa matière parfois en peau de crocodile. Cette expression s'est répandue et qualifie, dans le contexte camerounais, toute chaussure d'homme pointue ou bien dressée. Cette dénomination a été attribuée par le public à un agent de la police camerounaise dirigeant la circulation routière à Yaoundé. Difficile de dire qui en est l'auteur, mais il est certain que cet officier de police est bien connu de tous par ce pseudonyme. À l'observer de près, il est ainsi nommé par rapport à ses chaussures car il porte quotidiennement des chaussures pointues et bien cirées. Qui est Pointinini ?

Pointinini, de son vrai prénom Fabrice, est un jeune Camerounais né d'un père enseignant et d'une mère ménagère. Aujourd'hui officier de police de 2e grade, mais recruté en octobre 2002 comme inspecteur de police de 1er grade, il a intégré ce corps sur concours direct de niveau BEPC (brevet d'études du premier cycle), le seul d'ailleurs de la fonction publique qu'il ait passé. Au sein de la police, il travaille pour la direction de la sécurité publique. À sa sortie de l'école de formation, il exerce « d'abord au commissariat de Nkoldongo, ensuite au groupement régional de la voie publique et de la circulation du centre⁹ » où il travaille actuellement. Il travaille au sein de ce groupement régional depuis 2006, soit dix-sept ans déjà qu'il dirige la circulation routière au carrefour Coron. Il est titulaire de la médaille de la Force publique. Sur le plan physique, il mesure environ 1,80 m. Toujours la mine serrée et sérieuse, son autorité impose respect à tout usager de la voie publique.

⁸ Pour mieux documenter la pratique de Pointinini, la réalisation d'un film d'une vingtaine de minutes est envisagée, si un financement conséquent est trouvé. C'était d'ailleurs une recommandation forte des pairs à l'issue de la présentation de cette innovation au colloque organisé par le LASDEL en mars 2023.

⁹ Entretien avec Pointinini le 24 mars 2023.

S'engager pour la contradiction dans une révolution silencieuse ?

Trois maîtres-mots définissent Pointinini sur la voie publique : « respect, rigueur, sérieux ». Pour réussir sa mission d'agent de police, il s'est prescrit de respecter tous les usagers. Sa rigueur lui impose une certaine objectivité dans ses interactions avec les usagers de la voie publique en refusant le favoritisme. Enfin, son sérieux impose en retour le respect de tous. Par cette attitude, il accomplit sa mission sur la voie publique, véritable arène.

Trois pratiques essentielles décrites ci-dessous constituent la méthode de Pointinini. Elles reposent sur sa connaissance du contexte dans lequel il exerce.

Infliger une perte de temps volontaire à l'usager indiscipliné

« La manière dont je punis un indiscipliné ou contrevenant de la voie publique, c'est en lui perdant le temps, la perte de temps¹⁰. » Ainsi, lorsqu'un usager viole la prescription de suivre l'alignement autorisé, Pointinini peut le faire attendre de deux manières. Soit il se place devant le véhicule, l'empêchant d'avancer jusqu'à ce qu'il décide de le libérer. Soit, dans des cas rares, il prend le dossier du véhicule ou les pièces personnelles du chauffeur. Il ne les restituera que lorsqu'il estimera que l'usager a appris de son incivisme. S'il lui arrive de prendre le dossier du véhicule ou les pièces personnelles du conducteur, celui-ci est obligé de stationner sur le côté pendant que Pointinini continue tranquillement son travail. En pleine chaussée, le conducteur ne peut l'approcher et s'il le fait, Pointinini lui dira d'aller attendre dans sa voiture. Il ne remettra les pièces qu'après avoir fait perdre du temps à l'usager. Il affirme d'ailleurs qu'il a « déjà jeté le dossier du véhicule d'un automobiliste dans un camion Hysacam¹¹, mais une fois seulement. Il fallait que le chauffeur aille chercher son dossier là-bas¹² ».

Rétrogradation de l'usager à la queue du rang

L'automobiliste déviant peut se voir rétrogradé à la queue du rang prescrit par l'agent de police en poste dans la circulation. Généralement, Pointinini impose une marche arrière au mis en cause et l'accompagne jusqu'à la queue des rangs autorisés. Pour faire ces manœuvres, il se place devant le véhicule tout en exigeant, par des signes et paroles autoritaires, de reculer jusqu'au bout de la file d'attente.

Auto-interdiction du marchandage du service ou du trafic d'influence

Pointinini se distingue par le refus de prendre des pots-de-vin : « Les automobilistes tentent toujours fréquemment de me corrompre mais je n'ai jamais cédé¹³. » En se démarquant des pratiques habituelles de ses confrères, il s'est fixé une ligne de conduite pour sensibiliser, éduquer et moraliser les usagers de la voie publique.

Pointinini s'engage par sa conduite professionnelle à contester la banalisation des comportements corrompus. Ses pratiques l'inscrivent au cœur de « l'invention du quotidien » (De Certeau, 1990), dans sa réappropriation de l'usage de la voie publique. Ses attitudes au travail soumettent les conducteurs à un effort civique de respect du Code de la route lorsqu'ils sont dans son périmètre de compétence. Par son comportement incorruptible visible, il s'oppose à « la privatisation des services publics » (Plane, 1996), soignant individuellement l'image de son corps de métier. Il amorce à sa manière une révolution silencieuse perceptible avec plus d'attention, car des pratiques aussi localisées peuvent passer inaperçues ou être perçues comme des faits divers, des mises en scène.

Ressorts du répertoire d'actions et motivations de Pointinini

Les ressorts de l'action et les motivations de Pointinini permettent de mieux situer la singularité de sa pratique.

10 Entretien avec Pointinini le 28 mars 2023.

11 Société camerounaise d'hygiène et salubrité, chargée de la collecte et du traitement des ordures ménagères dans les villes.

12 Entretien avec Pointinini le 28 mars 2023.

13 Entretien avec Pointinini le 24 mars 2023.

Ressorts du répertoire d'actions choisi par Pointinini

Pour mieux comprendre les ressorts de ce type de comportement dans l'environnement camerounais, il faut l'inscrire dans « des parcours singuliers » qui favorisent l'accomplissement de « l'identité personnelle » (Bajoit, 2019). Trois principales entrées permettent ici d'interroger la pratique qui inscrit Pointinini parmi les innovateurs de l'intérieur : la socialisation, la vocation et la conscience professionnelle. En s'articulant avec les travaux de Bajoit, ces trois ressorts participent à l'analyse des pratiques de Pointinini comme une démarcation, une stratégie pour échapper à l'image répandue d'une police racketteuse afin de s'accomplir en tant que sujet et acteur de son existence personnelle. Ce refus du conformisme pratique inscrit Pointinini dans « des parcours singuliers » (Bajoit, 2019, p. 97) et lui évite « un malaise identitaire¹⁴ » (Bajoit, 2019, p. 191).

De la socialisation primaire : « éducation parentale »

Pointinini doit beaucoup à l'éducation reçue de ses parents et plus spécifiquement de son père enseignant. Cette éducation a considérablement influencé son parcours et sa conduite car il semble très attaché aux valeurs reçues. Il ne tarit pas d'éloges vis-à-vis de son père qui l'a rigoureusement éduqué en lui inculquant certaines valeurs comme la rigueur ou le respect : « En un mot, c'est l'éducation et la rigueur qui me guident dans mon travail. C'est l'éducation, la rigueur que le papa nous a données¹⁵. » Ce récit souligne l'importance de la socialisation (primaire) sur les parcours personnels et montre bien qu'une partie de la personnalité et de l'identité sociale de Pointinini se serait construite pendant cette phase. Comme le dit Riutort (2013, p. 63) :

La socialisation primaire est la plus déterminante puisqu'elle fournit à l'enfant ses premiers repères sociaux qui le marqueront durant toute son existence et agiront ensuite comme « un filtre » : les expériences vécues ultérieurement sont appréhendées, en effet, en référence aux premières qui ont contribué à structurer durablement les manières de penser et d'agir de l'individu.

L'emphase sur l'éducation parentale dans son discours montre bien l'importance de la socialisation sur la trajectoire individuelle de Pointinini. Son existence personnelle dont il est entièrement acteur aujourd'hui prend sa source dans ce qu'il doit de plus cher à son géniteur : l'éducation et la rigueur.

De la vocation et du dévouement

Le chômage est un phénomène endémique aujourd'hui au Cameroun avec un taux de 5,9 % en 2021 (INS, 2022). Cependant, ce taux peut masquer la réalité du marché du travail car il s'accompagne d'une augmentation de la population travaillant dans le secteur informel qui est passée de 56 % en 1993 à 90 % en 2017 (OIT, 2017), puis à 86,6 % en 2021 (INS, 2022). La rareté des emplois décents fragilise la vocation et impose aux populations de vivre « au-delà de la débrouille » (Ela, 1998, p. 142). Cette situation montre qu'au Cameroun le travail par vocation s'effrite. Certains comportements dysfonctionnels dans les administrations publiques peuvent s'expliquer par le fait que certains agents s'y retrouvent par défaut ou « effraction », l'enjeu étant souvent la survie, parfois au mépris de la déontologie. Dans l'imaginaire populaire, la fonction publique est la meilleure garantie et une fois recruté on peut briller par absentéisme, par marchandage du service public, dans ce « règne de l'impunité » (Ela, 1998, p. 275). Un jeune Camerounais qui intègre « sur monnayage » une école de formation par concours direct se livre à des pratiques peu orthodoxes pour récupérer son investissement dès les premières années de prise de fonction. Cela semble plus connu chez les gendarmes, policiers, personnels des impôts, magistrats, douaniers, etc. où la corruption conditionne souvent l'accès à l'école de formation (Titi Nwel, 1999). Ce n'est visiblement pas le cas pour Pointinini qui déclare au contraire exercer son métier par vocation : « C'était mon destin c'est tout. Et j'aime ce métier énormément. »

¹⁴ Selon Bajoit, un malaise identitaire est un état de souffrance psychique résultant de l'exacerbation des tensions existentielles entre les zones périphériques de l'identité et qui menace la stabilité du noyau identitaire.

¹⁵ Entretien avec Pointinini le 14 mars 2023.

Entre conscience professionnelle et respect de la déontologie

En intégrant son métier par vocation, conscience professionnelle et respect de la déontologie guideraient sa pratique au quotidien. C'est le cas pour Pointinini qui affirme : « Mon comportement est guidé par la conscience professionnelle, la déontologie, la rigueur, c'est tout¹⁶. »

Éducation, vocation et conscience professionnelle constituent trois ressorts déterminants pour impulser un changement de l'intérieur au sein des administrations publiques.

Motivations ou rétributions de Pointinini

Du désir d'affirmation de soi par le don de soi sans un contre-don ?

Pointinini s'est fabriqué lui-même en donnant le meilleur de lui « Je n'ai pas de modèle dans la police. Je me suis fabriqué moi-même dans la police¹⁷. » Dans cette perspective, il paraît intéressant d'analyser son désir d'auto-accomplissement en revisitant le concept du « don et contre-don » théorisé en 1923 par Mauss (2007), repris et actualisé dans de nombreux travaux (Mahieu, 2020 ; Caillé, 2004 ; Mayade-Claustre, 2002 ; Alter, 2002 ; Weber, 2000 ; Cam, 1994). Pointinini ne refuse pas des dons ou cadeaux spontanés des usagers admiratifs de son engagement au métier : « Je leur rappelle toujours, s'ils veulent m'offrir des dons, qu'ils le fassent de leur propre gré¹⁸. » Ce don libre, désintéressé, « pur et parfait » (Mahieu, 2020), peut exprimer la reconnaissance du dévouement au travail et se fait sans humiliation ni appel au contre-don (Dufy & Weber, 2023). Il s'apparente à « un don sans contre-don » (Cam, 1994). Dans ce contexte, le don est lié à une utilité immatérielle (le bon service rendu) et qui implique la personnalisation dudit don (Mahieu, 2020, p. 67). Cette personnalisation du don envers Pointinini tient au fait que si certains usagers lui offrent spontanément des cadeaux (souvent en liquide), d'autres se préparent pour le faire et peuvent passer plusieurs fois au poste avant de le lui remettre. Si Pointinini est absent, ces usagers conservent le cadeau destiné à Pointinini en attendant l'occasion de le rencontrer personnellement afin de le lui remettre en mains propres. Dans l'acte de donner, Pointinini privilégie l'autonomie du donneur envers le receveur, et ce don peut être anonyme. En revanche, il refuse le don imposé, sous caution, sous contrainte qui prêterait un caractère transactionnel au travail ou service rendu, pour lequel il perçoit un salaire mensuel. Il s'oppose aux dons intéressés, qui « ne sont pas purement symboliques ou sociaux, désintéressés » (Alter, 2002, p. 270), au « dons impurs » (Mahieu, 2020, p. 71), qui sont contraints pour le donneur et imposés par le receveur. Les dons que reçoit Pointinini ne sont ni contraints pour le donneur, ni recherchés par le receveur. En revanche, le don offert à Pointinini relève du bon vouloir du donneur exprimant sa gratitude pour le bon travail accompli par ce fonctionnaire.

Pointinini a donné son temps, son énergie pour recevoir la formation qui lui permet de rendre service aux usagers de la voie publique. Ce travail abattu a une contrepartie que l'on peut appeler « contre-don » dépassant le simple salaire. Dans cette perspective, le travail ne serait plus une simple marchandise que l'on échange ponctuellement, mais une part de soi que l'on investit dans une relation de fonctionnaire à usagers. Cet effort dans le travail suscite et motive une « générosité non humiliante » opposée à une « générosité humiliante » (Weber, 2007) qui peut se manifester à l'endroit des mendiants. Dans les études sur la corruption, il est généralement postulé que les agents de police ou de gendarmerie partagent leur moisson corruptive avec leurs patrons. Pointinini ne partage ses dons ni avec sa hiérarchie ni avec ses collaborateurs parce que les donneurs sont libres de donner directement à qui ils veulent. Il pense que ce sont des dons personnels, d'autant que certains usagers, au moment de lui remettre un cadeau, lui rappellent souvent l'avoir raté plusieurs fois. Si ces dons étaient destinés à toute l'équipe de ce poste de police, les donneurs les remettraient à n'importe quel agent de police, en cas d'absence de Pointinini. Il reconnaît néanmoins avoir souvent « fait un geste à un collaborateur pour payer le taxi, prendre un jus ou autre rafraîchissement¹⁹ ». Cependant, cela est fait par élan de générosité et non dans l'esprit de partager une quelconque

16 Entretien avec Pointinini le 28 mars 2023.

17 Entretien avec Pointinini le 24 mars 2023.

18 Entretien avec Pointinini le 28 mars 2023.

19 Entretien avec Pointinini le 14 mars 2023.

retombée avec quiconque. En définitive, le don souhaité ou promu par Pointinini est une rétribution de l'engagement personnel pour le travail accompli (Gaxie, 2005 ; Stark, 1990), le respect de la norme officielle dans un contexte dominé par des normes pratiques.

Une confiance en soi et une volonté de gagner sa vie par « l'argent propre » ?

Cette confiance en soi qu'affiche Pointinini est une façon de « compter sur ses propres forces » qui le stimule dans son travail quotidien. Au Cameroun, il y a des expressions populaires qualifiant la fortune ou l'accumulation selon qu'on la juge licite ou illicite. C'est ainsi qu'on peut parler de « l'argent propre » *versus* « l'argent sale ». « L'argent propre » est alors le fruit du travail bien fait et mérité, synonyme de gagner sa vie à la sueur de son front. Cela s'oppose à « l'argent sale » qui s'accumule par des trajectoires, des activités ou des pratiques compromettantes (détournements, corruption, vol, etc.). Certains informateurs estiment que Pointinini est motivé par une volonté de vivre de « l'argent propre », raison pour laquelle il se refuse d'imposer le monnayage par quelques stratégies que ce soit aux usagers. Cela apparaît clairement dans son discours lorsqu'il déclare n'avoir jamais cédé aux tentatives de corruption des usagers, mais ils peuvent lui faire des dons de leur propre gré.

Une volonté de rendre hommage et faire honneur à ses parents

Le désir d'affirmation de soi s'accompagne d'une volonté de rendre hommage aux parents. Dans un processus du « don et contre-don », ses parents lui ont donné une éducation digne. Il se doit de leur rendre la pareille par un comportement honorable. La médaille de la Force publique reçue participe de cette logique. C'est la première distinction honorifique décernée à un agent public sur sa demande. Savoir que ses parents le citent en exemple est une satisfaction pour Pointinini qui accomplit ses missions professionnelles et familiales avec la certitude que ses « parents aujourd'hui sont extrêmement fiers²⁰ » de lui.

Pointinini a reçu d'autres rétributions symboliques comme l'encouragement de la hiérarchie, la reconnaissance des collègues. De nombreux témoignages des usagers le confortent dans sa posture. Il a d'ailleurs été nommé « meilleur fonctionnaire de la décennie 2012-2022 » par Camer Natal, une plateforme servant de « vitrine de promotion de l'image du Cameroun ». Sur cette plateforme, un post sur Pointinini a recueilli un résultat exceptionnel de 3 799 commentaires positifs, lui reconnaissant des qualités partagées comme la propreté, la disponibilité, l'exemplarité ou la rectitude.

Circulation et capitalisation de la méthode de Pointinini

Avant d'analyser la capitalisation de la méthode de Pointinini au sein de la police camerounaise, il faut essayer de la situer dans l'histoire. Il ressort des entretiens que d'autres policiers ont précédé Pointinini en se distinguant aussi bien par leur rigueur que par leurs méthodes dans la régulation de la circulation routière à Yaoundé autour des années 2000. Trois figures ont été retenues.

« Haute Tension » au niveau de la poste centrale

Il y a un qu'on appelait « Haute Tension ». Il a servi vers Acropole, la gare routière déplacée à Mvan était encore par là mais il y avait trop d'embouteillages. Quand il disait que c'est un rang de Mvog-Mbi pour la poste centrale, c'était un rang, tout le monde respectait. Même si tu es ministre tu respectes car il disait que les Camerounais se valent, il n'y a pas plus camerounais que d'autres. Il se place devant ton véhicule et tu ne peux passer, sinon tu le cognes, pour passer. On ne l'influençait pas²¹.

Telle est la description que nous avons recueillie d'un autre agent de la police connu des usagers à Yaoundé entre la poste centrale, au cœur de la ville, et le carrefour Mvog-Mbi. Sa rigueur et l'égalité dans le traitement des usagers de la voie publique l'ont singularisé. Dans ce contexte où le trafic

²⁰ Entretien avec Pointinini le 28 mars 2023.

²¹ Entretien avec un chauffeur de taxi le 26 février 2023.

d'influence est endémique, où les véhicules immatriculés « corps administratifs » (CA) s'imposent souvent comme prioritaires, « Haute Tension » était prêt à affronter toute situation pour faire régner l'ordre, car pour lui tous les citoyens sont égaux devant la loi. Cette dénomination de « Haute Tension » tenait à son courage pour discipliner tous les usagers sans discrimination et sans se laisser influencer ou intimider. Il était prêt à affronter les « gros poissons, grands ou bôbôhs²² » de la République s'ils n'étaient pas en cortège ou dans des véhicules prioritaires, d'où son pseudonyme de « Haute Tension ».

« Djobalard » au carrefour Mvog-Mbi

Djobalard est également cité comme un officier de police qui a marqué son temps et son poste de travail. Il était chargé de diriger la circulation routière au carrefour Mvog-Mbi, non loin de celui où Pointinini est posté au quotidien, une zone toujours caractérisée par des embouteillages. « Il y avait un autre au niveau du carrefour Mvog-Mbi, on l'appelait "Djobalard", il aimait tirer le pantalon jusqu'au nombril, il travaillait bien aussi²³. » « Djobalard » est un pseudonyme qui découlerait de son mode vestimentaire marqué par la ceinture toujours au niveau du nombril. Comme pour Pointinini, les usagers lui ont donné un surnom relatif à son habillement. Il a marqué les esprits par sa détermination et sa rigueur au travail.

À côté de ces deux policiers, qui jouissent déjà de leur retraite, il y a un commissaire encore en fonction à Yaoundé.

Commissaire Baba

Il est le patron qui coordonne la circulation routière dans la ville de Yaoundé. De ce fait, il sillonne toute la ville et est bien connu pour son bon travail. « S'il te trouve garé sur le passage clouté, il prend ton dossier et tu iras payer la contravention. Mais tu peux le supplier et il te remet ton dossier. Il est très rapide et patrouille dans toute la ville. Parfois il se comporte comme à Mutenguéné²⁴ car il coache souvent les agents de police dans des carrefours. Il attrape la main d'un policier ou d'une policière pour lui montrer séance tenante comment diriger la circulation. Chaque fois qu'il arrive dans un carrefour bouché, les agents de police postés à cet endroit souffrent car ils vont travailler doublement sous son impulsion. Il impose de travailler comme cela s'apprend à l'école²⁵.

Ainsi, son comportement pédagogique est apprécié des usagers de la voie publique. Il ne se laisse pas corrompre, il fait payer la contravention ou il sensibilise le mis en cause en lui accordant des circonstances atténuantes.

À partir de l'analyse de la circulation de ces innovations d'en bas, se dégage leur très faible capitalisation. Dans ce contexte, la réplique de ces comportements jusque-là isolés ne peut qu'être improbable. L'absence de volonté de capitalisation de telles innovations au sein de la police et de l'administration peut se justifier par cinq constats majeurs : 1) l'absence de leur documentation ; 2) la non-implication de ces innovateurs dans les instances de formation des agents de police ; 3) la faible verticalité des innovations individuelles, excepté ici le cas du commissaire Baba – ces trois premiers constats peuvent expliquer en partie le fait que Pointinini déclare s'être construit lui-même, bien que l'on retrouve chez lui certaines méthodes aussi utilisées par ses prédécesseurs – ; 4) l'absence d'un système ou mécanisme clair de sanction positive spécifique en faveur des agents de police se démarquant particulièrement par leurs bonnes pratiques professionnelles ; 5) l'absence de (ou la faible) volonté politique de promouvoir les innovations internes au même titre que les innovations « top-down » et les « modèles voyageurs » importés.

22 Expressions camerounaises désignant des autorités publiques, des hommes et femmes influents du fait de leurs fortunes ou positions de pouvoir dans la société.

23 Entretien avec un chauffeur personnel le 12 avril 2023.

24 Ville de la région du Sud-Ouest abritant l'école de formation du personnel non officier de la police.

25 Entretien avec un chauffeur de taxi le 22 mars 2023.

Des critiques

La méthode de Pointinini n'est pas appréciée de tous, certains agents de police la considèrent comme une exhibition. C'est ce qui transparaît de cet extrait d'entretien : « Pointinini veut montrer qu'il travaille plus que qui ? S'il pense bien travailler, c'est pour lui et sa famille. Chacun sait comment il est entré dans la police. Les gens ont fait plus que lui avant, mais ils sont où²⁶ ? » Cet extrait laisse penser que le respect de la déontologie ou retour à l'orthodoxie n'est pas bien perçu par tous. Les habitudes ayant la peau dure, Pointinini peut être perçu comme un dissident, un anticonformiste. Dans ce contexte, le message du délégué général à la sûreté nationale, cité plus haut, illustre la persistance des actes de corruption, traduisant une certaine résistance au changement.

Conclusion

Cet article s'est intéressé à une étude de cas d'innovation d'en bas. Il a voulu inverser l'approche en se démarquant des travaux sur la corruption, sur les innovations « top-down » pour se concentrer sur un cas qui désavoue des comportements habituels (critiqués par les usagers) dans les services publics en Afrique. Ce travail a permis d'analyser un comportement louable dans une perspective subjectiviste (Bajoit, 2019) au sein de la police. L'objectif était ici non seulement de contribuer à documenter les innovations de l'intérieur dans les métiers de l'État en Afrique, mais aussi de montrer que les *outsiders* peuvent être porteurs d'innovations. Qu'ils sont également les acteurs du changement et que celui-ci peut venir de la périphérie.

Ce cas atteste bien l'élargissement et la diversification des formes d'innovations qu'il convient de documenter, et conteste « la prétendue incapacité des sociétés africaines à changer à partir de leurs dynamiques internes » (Ela, 1998, p. 70). Il montre bien que les acteurs périphériques ou d'en bas innovent au quotidien, mais sans curiosité scientifique, ces innovations passeraient inaperçues.

Cette mise en perspective d'un comportement singulier a permis de réfléchir à des concepts d'action individuelle et d'action collective (Birnbaum, 1991 ; Sommier, 2014), d'autonomie individuelle et d'action collective (Coton, 2011), de comportement rationnel (Ménard, 1994 ; Demeulenaere, 2003) ou de rationalité (Boudon, 2009), mais aussi de comportement subjectiviste (Bajoit, 2019).

Les données collectées et analysées permettent certaines conclusions. Ainsi, Pointinini est entré dans la police par amour pour ce corps de métier et non par opportunisme professionnel dans un contexte où le chômage endémique ne laisse pas très souvent le choix au chercheur d'emploi, parfois prêt à accepter un déclassement. Il accomplit son rêve et fait son métier avec dévouement. Il souhaite inspirer les autres citoyens. Il doit en partie son parcours professionnel à cette attitude incorruptible qui se raconte au quotidien. Cette pratique ne peut pas se comprendre en dehors de sa trajectoire personnelle et de la prééminence de la socialisation primaire sur la construction de la personnalité ou de l'identité sociale chez l'individu. Cette action, au départ individuelle, a une portée collective au regard de l'écho qu'elle suscite, qui exprime bien une soif d'équité ou de justice sociale.

Les innovations de l'intérieur sont pour la plupart portées par des acteurs périphériques, d'où leur faible capacité de circulation verticale. Elles se diffusent de manière latérale sans véritable impact durable sur la société, bien que modifiant les perceptions. Ceci pose le problème de leur capitalisation. Les décideurs semblent s'en préoccuper peu, ayant plus d'intérêt pour les innovations importées, parfois porteuses de rentes. Ce désintérêt pour les innovations endogènes ainsi que les illustrations apportées ci-dessus montrent bien que la lutte contre la corruption reste un « effort inachevé » (Mgba Ndjie, 2018) au Cameroun.

Pourtant, « l'interaction des ressources locales et exogènes » (Ndongo & Klein, 2020, p. 73) pourrait être constructive dans la quête d'une amélioration des services publics en Afrique. Cependant, l'inattention du politique vis-à-vis des innovations ou réformes d'en bas pourrait au contraire conforter « l'assujettissement et les formes de sa validation » (Mbembe, 2020, p. 96).

²⁶ Entretien avec un agent de police en poste ailleurs qu'à Coron le 13 septembre 2023. Cette perception de la méthode de Pointinini apparaît dans certains entretiens menés auprès des chauffeurs de taxi et commerçants ambulants témoignant que certains policiers critiquent ce travail.

Bibliographie

- Alter, N. (2002). Théorie du don et sociologie du monde du travail. *Revue du Mauss*, 20, 263-285.
- Aschhoff, B., Sofka, W. (2009). Innovation on Demand: Can Public Procurement Drive Market Success of Innovation? *Research Policy*, 38, 1235-1247.
- Awono, C. (2012). *Le néo-patrimonialisme au Cameroun. Les leçons sur le mal africain*. Dictus Publishing.
- Bajoit, G. (2019). *L'individu sujet de lui-même. Vers une socio-analyse de la relation sociale*. L'Harmattan.
- Bayart, J.-F. (1985). *L'État au Cameroun*. Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.bayar.1985.01>
- Bayart, J.-F. (2006). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Fayard, 2^eéd.
- Becheikh, N., Halilem, N., Jbilou, J., & Landry, R. (2009). Vers une conceptualisation de l'innovation dans le secteur public. *Économies et sociétés*, série EGS, 10(4), 579-614.
- Belomo Essono, P. C. (2007). L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'État au Cameroun [thèse de doctorat non publiée, Université Montesquieu – Bordeaux IV].
- Birnbaum, P. (1991). Action individuelle, action collective et stratégie des ouvriers. Dans P. Birnbaum & J. Leca (éd.), *Sur l'individualisme. Théories et méthodes* (pp. 269-298). Presses de Sciences Po.
- Blundo, G., & Olivier de Sardan, J.-P. (2007). *État et corruption en Afrique : Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*. Karthala.
- Boudon, R. (2009). *La rationalité*. PUF (collection « Que sais-je ? »).
- Bradol, J.-H., & Le Pape, M. (2009). Innovations ? Dans J.-H. Bradol & C. Vidal (éd.), *Innovations médicales en situations humanitaires* (pp. 11-25). Le travail de Médecins sans frontières.
- Caillé, A. (2004). Marcel Mauss et le paradigme du don. *Sociologie et sociétés*, 36(2), 141-176.
- Cam, P. (1994). Le sang : un don sans contre-don ? *Droit et société*, 28, 583-606.
- Conac (2021). *Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2020*. Conac. <https://conac.cm/fr/wp-content/uploads/sites/3/2021/09/RAPPORT-CONAC-2020.pdf>
- Coton, G. (2011). Autonomie individuelle et action collective : la mise en forme du lien social dans le parti des Verts [thèse de doctorat non publiée, Université Paris Dauphine].
- De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*. Gallimard.
- Demeulenaere, P. (2003). *Les normes sociales. Entre accords et désaccords*. PUF (collection « Sociologies »).
- Denis, J. L., & Touati, N. (2013). L'innovation dans le secteur public : au-delà des discours. Éditorial. *Revue d'analyse comparée en administration publique*, 19(2).
- Desmarchelier, B., Djellal, F., & Gallouj, F. (2020). Innovation in public services in the light of public administration paradigms and service innovation perspectives. *European Review of Services Economics and Management*, 2(8), 91-120.
- Djellal, F., & Gallouj, F. (2011). Innovation dans les services, performance et politique publique. *Économie appliquée*, tome LXIV(2), 53-894.
- Djellal, F., & Gallouj, F. (2012). L'innovation dans les services publics. *Revue française d'économie*, 122(2), 97-142.
- Droege, H., Hildebrand, D., & Heras Forcada, M. (2009). Innovation in Services: Present Findings, and Future Pathways. *Journal of Service Management*, 20(2), 131-155.
- Dufy, C., & Weber, F. (2023). *La nouvelle anthropologie économique*. La Découverte, séries « Repères ».
- Ebéle Onana, R. D. (2020). Comprendre la corruption dans la gouvernance au Cameroun. *American International Journal of Contemporary Research*, 10(1).
- Ela, J.-M. (1998). *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire : les défis du « monde d'en-bas »*. L'Harmattan.
- Gallouj, F., & Djellal, F. (eds) (2010). *The Handbook of Innovation and Services: A Multidisciplinary Perspective*. Edward Elgar Publishers.
- Gaxie, D. (2005). Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action. *Swiss Political Science Review* 11(1), 157-188.
- INS – Institut national de la statistique (2022). *Troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun*. Rapport principal, phase 1 : enquête sur l'emploi.
- Lipsky, M. (1980). *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, Russell Sage Foundation.
- Mahieu, F.-R. (2020). Le don pur et parfait. *Éthique et économie/Ethics and Economics*, 17(2), 65-72.
- Mauss, M. (2007). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Presses universitaires de France, coll. « Quadrige Grands Textes ».
- Mayade-Claustre, J. (2002). Le don. Que faire de l'anthropologie ? *Hypothèses*, 1(5), 229-237.
- Mbembe, A. (2020). *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. La Découverte.
- Médard, J.-F. (1990). L'État patrimonialisé. *Politique africaine*, 39, 25-36.
- Médard, J.-F. (1998). La crise de l'État néo-patrimonial et l'évolution de la corruption en Afrique subsaharienne. *Mondes en développement*, 102, 56-68.
- Médard, J.-F. (2007). Nouveaux acteurs sociaux, permanence et renouvellement du clientélisme politique en Afrique subsaharienne. *Cadernos de Estudos Africanos*, (13-14), pp. 1-12. Mis en ligne le 3 février 2012, consulté le 29 novembre 2022. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=293023472002>

- Ménard, C. (1994). Comportement rationnel et coopération : le dilemme organisationnel. *Cahiers d'économie politique*, 24-25, 185-207.
- Mgba Ndjie, M. S. J. (2018). La lutte contre la corruption au Cameroun : un effort inachevé. *Revue internationale de droit comparé*, 70(1), 159-185.
- Ndongo, M., & Klein, J.-L. (2020). Les innovations sociales en Afrique subsaharienne : la place des communautés et des territoires locaux. *Revue canadienne de recherche sur les OBSL et l'économie sociale*, 11(2), 56-81.
- OIT (2017). Enquête auprès des entreprises informelles du Cameroun. Sous la direction de F. Fomba Kamga.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2014). La routine des comportements non observants au sein des services publics nigériens. Connaître la culture bureaucratique pour la réformer de l'intérieur. *Études et travaux du Lasdel*, 119.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2015). Practical norms informal regulations within public bureaucracies (in Africa and beyond). Dans T. de Herdt & J.-P. Olivier de Sardan (eds), *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa. The game of the rules*. Routledge.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*. Éditions Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2022). « Compter sur ses propres forces. » Face à la dépendance à l'aide, promouvoir les experts contextuels dans les politiques publiques en Afrique. *Global Africa*, 1(1), 96-111.
- Olivier de Sardan, J.-P., & Ridde, V. (éd.) (2014). *Une politique publique de santé et ses contradictions. La gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger*. Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P., Diarra, A., & Moha, M. (2017). Travelling models and the challenge of pragmatic contexts and practical norms: the case of maternal health. *Health Research Policy and Systems*, 15(sup. 1), 60.
- Olivier de Sardan, J.-P., & Vari-Lavoisier, I. (dir.) (2022). Les modèles voyageurs : une ingénierie sociale du développement. *Revue internationale des études du développement*, 248. Mis en ligne le 1^{er} avril 2022, consulté le 29 novembre 2022. <https://doi.org/10.4000/ried.276>
- Ottaway, M. (2003). *Democracy Challenged: The Rise of Semi-authoritarianism*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://doi.org/10.2307/j.ctt1mtz6c5>
- Plane, P. (1996). La privatisation des services publics en Afrique subsaharienne. Enjeux et incertitudes. *Revue économique*, 47(6), 1409-1421.
- Ridde, V. (2010). Per diems undermine health interventions, systems and research in Africa: burying our heads in the sand. *Tropical Medicine and International Health*, 15(7), E1-E4.
- Riutort, P. (2013). *Premières leçons de sociologie*. PUF.
- Sommier, I. (2014). Sociologie de l'action collective. Dans M. Pigenet & D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France* (pp. 367-377). La Découverte.
- Stark, D. (1990). La valeur du travail et sa rétribution en Hongrie. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 85, 3-19.
- Titi Nwel, P. (1999). *De la corruption au Cameroun*. Friedrich Ebert Stiftung.
- Walker, L., & Gilson, L. (2004). "We are bitter but we are satisfied": nurses as street-level bureaucrats in South Africa. *Social Science and Medicine*, 59, 1251-61.
- Weber, F. (2000). Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage. Dans *Genèses*, 41. Comment décrire les transactions. pp. 85-107.
- Weber, F. (2007). Préface de la réédition de Mauss, M. *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. PUF (collection « Quadrige Grands Textes »).

Rowing against the Tide of Civil Service Negotiations in Cameroon

Pointinini's Approach to Traffic Management

Idrissou Mounpe Chare

Institut de recherches en sciences sociales, University of Liege, Belgium
Department of Sociology, Anthropology and Social Sciences for Development, University of Maroua, Cameroon
moupidriss@yahoo.fr

Abstract

Very few studies have focused on “reformers or innovators from within” in public services in Africa. To contribute to this debate, this article shows that pockets of integrity, probity and exemplarity do exist. It proposes a case study of innovation from within in the field of road safety, favoring a socio-anthropological approach and highlighting a citizen who can be described as a “street-level bureaucrat”, i.e. in direct contact with users. This is Pointinini, a police officer who, through his singularity in road traffic management in Yaoundé, opposes “the privatization of public services”, thus individually nurturing the image of his profession and personally challenging the image of a totally corrupt police force.

Keywords

Haggling, public services, road traffic, Pointinini, corruption

How to cite this paper:

Chare, I. M. (2024), Rowing against the Tide of Civil Service Negotiations in Cameroon. Pointinini's Approach to Traffic Management. *Global Africa*, (6), pp. 266-278. <https://doi.org/10.57832/88v1-gw66>

Received: August 23, 2023

Accepted: March 11, 2024

Published: June 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

Public Services Criticized...;

Numerous texts have empirically analyzed the dysfunctions of public services in terms of privatization (Plane, 1996), the link between state and corruption (Blundo & Olivier de Sardan, 2007; Bayart, 2006, 1985), unfinished efforts in the fight against corruption (Mgba Ndjie, 2018), clientelism (Médard, 2007) or neo-patrimonialism (Awono, 2012). Blundo and Olivier de Sardan (2007), for example, indicate that development and humanitarian rents lead to the spread of corruption and prevent the development of internal initiatives within African administrations and public services.

Cameroon is no exception. Whether “semi-authoritarian” (Ottaway, 2003), “clientelist” (Médard, 2007), “patrimonialist” (Médard, 1990) or even “neo-patrimonialist” (Awono, 2012; Médard, 1998), there is no shortage of adjectives to describe Yaoundé’s political system. For some observers, the ills from which the State of Cameroon suffers, like other sub-Saharan countries, are linked to its corrupt governance¹ (Bayart, 2006, 1985; Ela, 1998). Despite an institutional framework² to fight against corruption, it remains a scourge on the economy and hinders Cameroon’s development. According to the Corruption Perceptions Index (CPI) for 2021, Cameroon’s ranking has risen by two points since 2020, from 146th to 144th in the world. Compared to 1998-1999, when Cameroon topped the list of the world’s most corrupt countries, it may be illusory to think that corruption has declined. But the country is still one of the most corrupt in the world.

The National Anti-Corruption Commission (Conac) was set up by presidential decree no. 2006/088 of March 11, 2006 to fight against this practice, which is plaguing the state structures under construction (Belomo Essono, 2007). Each year, this body publishes a ranking of the most corrupt administrations in Cameroon. In the Conac’s 2020 annual report, the road transport sector is the most corrupt, with a percentage of denunciations of acts of corruption of 17.10%. It is followed by land affairs (14.60%), law enforcement (13.60%), finance (12.60%), justice (11.30%) and so on. The State suffered an overall financial loss of 17.611 billion CFA francs due to corruption and related offences (Conac, 2021). The forces of law and order always figure prominently, as officers of this administration are heavily involved in acts of corruption in road transportation. This is hardly surprising since:

The confusion of public and private is in fact the common denominator for a whole range of practices characteristic of the Cameroonian state and its operating logic, namely corruption, whether purely economic or linked to a social exchange, or clientelism, patronage, cronyism, nepotism, tribalism or prebendalism. (Awono, 2012, p. 44)

The results of a study coordinated by Titi Nwel and published by the Friedrich Ebert Stiftung Foundation already showed that “corruption in the forces of law and order and in the army” starts as soon as you enter training school (Titi Nwel, 1999, p. 53). Today, corruption has become so complex that Ebélé Onana (2020) speaks of its mutualization, which refers to the networks (vertical and horizontal) of corruption formed by the corrupt and the corruptors. Ebélé Onana refers to certain mixed teams involving police and gendarmes to show how these spaces for the mutualization of corruption function. According to him:

These networks are made up of alliances forged by agents from the same department, or who share a common workspace, with a view to sharing profits. This is what can be observed in mixed police-gendarmerie-customs controls-agents from the Ministry of Transport-agents from the Ministry of Forests and Fauna (Ebélé Onana, 2020, p. 68).

¹ Corruption is defined by article 134 of the Cameroon Penal Code and involves the solicitation and acceptance by a public or private agent of various advantages and favors in return for a service. It also includes the act of offering advantages of any kind with a view to obtaining a service or a good, as well as other related offences contributing to illicit enrichment.

² National Anti-Corruption Commission (Conac), Superior State Audit (Consepe), Special Criminal Court (TCS), National Financial Investigation Agency (Anif), Audit Chamber and ordinary courts.

On the part of the authorities, police corruption is even sometimes acknowledged and deplored, as illustrated by this recent radio message from the General Commissioner for National Security (DGSN)³:

Following multiple complaints from users for police harassment, acts of denunciation of corruption on the public highway by the National Anti-Corruption Commission (Conac), I am honored to request that you, firstly, remind the various mixed stations of the instructions contained in message carried/fax No. 291/DGSN/CAB/SG/IG/DSCS/UC/SL/BEB dated June 19, 2023 formally prohibiting the withdrawal of identity documents, even expired ones, from users during controls; secondly, take all necessary measures to effectively combat corruption and various police harassment on the public highway, and report back to me on your diligence⁴.

This message underlines the importance of the facts indexed. It comes at a time when users are being threatened and extorted for not having a valid national identity card (CNI). Today, it is difficult to obtain one. In fact, the CNI, which is supposed to be issued within three months, is sometimes only obtained after two years. All the applicant has in his or her possession is the issuance receipt, which is supposed to be extended only once, for a total valid period of six months. However, during police or gendarmerie checks, users are obliged to pay if they do not have a CNI or receipt that is still valid. Aware of this unfair harassment, in June 2023 the DGSN first banned the questioning of citizens for this reason. However, this ban failed to materialize, as the standard practice persisted, and the DGSN is back at it again with this new message dated March 4, 2024.

In Cameroon, there is an entire popular semiology associated with corruption. In Cameroonian jargon, for example, “mbéré, gnièh” or “mange mil...” refers to a man in uniform, and more specifically to a policeman or gendarme. “Tchoco”, “mouiller la barbe”, “la bière”, “donner la bière” or “parler bien” are expressions that designate “giving cash”. This semiology contributes to the trivialization of corruption, now observed or experienced as an ordinary practice. Since the 1980s, it has been known that you cannot get anything done in Cameroon’s administration without “shoes” and “umbrellas”, to use the expression coined by popular humorist Dave K. Moctoi in his famous show, *L’homme bien de là-bas*.

Exemplary Cases that Stand Out but are Poorly Documented

Nevertheless, there are “reformers [or] innovators from within” in public services in Cameroon, as in sub-Saharan Africa. Very little work has been carried out on these often low-profile players. Ndongo and Klein describe the state of knowledge on social innovations in sub-Saharan Africa, for whom “research on this theme is still lying fallow” (2020, p. 57). In other contexts, work on innovations in public services has been summarized by Droege et al. (2009) and Gallouj and Djellal (2010). Theoretical or conceptual work has been carried out by authors such as Desmarchelier et al. (2020), Denis and Touati (2013), Djellal and Gallouj (2012, 2011), Becheikh et al. (2009), Aschhoff and Sofka (2009). Djellal and Gallouj, for example, while pointing out the weaknesses of the literature on this issue, set out to “examine how the main works carried out over two decades of research on innovation in services explicitly take into account (or can be extrapolated to take into account) innovation in public services”. They revisit the “four theoretical perspectives (assimilation, demarcation, inversion and integration)” on which “the field of ‘service innovation studies’ was established” (2012, p. 99). These works are characterized by their theoretical anchorage and economic perspectives. Among the few works devoted to innovation in public services in Africa, the emphasis is often placed, on the one hand, on innovations from outside and their disconnections or inconsistencies with local realities (Olivier de Sardan, 2022, 2021, 2015, 2014) or their extraversion (Ndongo & Klein, 2020); and, on the other hand, on sectors such as education or health (Olivier de Sardan et al., 2017 ; Olivier de Sardan & Ridde, 2014 ; Ridde, 2010 ; Bradol & Le Pape, 2009 ; Walker & Gilson, 2004).

³ He is Cameroon’s most senior police officer, equivalent to the Minister of Internal Affairs elsewhere.

⁴ Radio message no 416/DGSN/CAB/SG/IG/DSCS/UC/SL from the DGSN, dated March 4, 2024, intended for operational commanders of the Central Command of Mobile Intervention Groups (CCGMI) and regional delegates of the National Security.

This article proposes to rethink the way in which public services are viewed in Africa, moving away from analyses of their burdens or dysfunctions based on corruption, privatization or commodification. It also distances itself from purely theoretical and conceptual analyses by proposing an empirical case study of innovation from within in public and road safety, favouring a socio-anthropological approach and highlighting a citizen who can be described as a “street-level bureaucrat”, i.e. in direct contact with users (Lipsky, 1980). It is in line with the perspective promoted by Olivier de Sardan, who, in an article published in the *Global Africa* issue, calls for a renewal of the strategy of “relying on one’s own strengths” in the face of aid dependency, and for the promotion of contextual experts (Olivier de Sardan, 2022). Acknowledging that the analysis of “reformers from within” is still an undeveloped field, he points out that “there are exceptions among state agents, and here and there we sometimes come across reformers from within, who know the local contexts and want to change them realistically” (2022, pp. 97-98).

Pointinini’s Empirical Case

The case study we propose for Cameroon concerns the police, considered one of the most corrupt administrations, accused of haggling and racketeering. However, it would be unfair and hasty to assume that all police officers are equally corrupt. Some agents stand out for a certain integrity, exemplarity and probity in the course of their work. These are not “top-down” innovations, but innovations from the bottom up. This is the case of Pointinini, currently a police officer, who stands out for his positive practices in road traffic management in Yaoundé.⁵

For some years now, this police officer has been in charge of the team in charge of road traffic at the Coron crossroads⁶ in Yaoundé. Pointinini is known for his rigor, and makes his mark with his charisma and moral integrity, recognized by users. His behavior seems more educational, sensitizing and moralizing than repressive or corrupting. When a motorist is in breach of the law, he speaks to him with authority to draw his attention to his misbehavior. Very often, he demands that the offending driver return to the back of the prescribed line. But he never intimidates them into releasing them in exchange for “money”. He prefers to get them to acknowledge their act of incivility or deviation, so as to avoid them in future. Anyone who tries to bribe him (a common practice when dealing with the police) makes life difficult for himself. Pointinini will get irritated and the case will take another turn for attempted bribery. But, since “the reign of impunity” no longer facilitates anything, and “the context imposes coping strategies [...], you have to be atypical to live differently” (Ela, 1998, p. 277). In this context, where the norm has become the deviation, and the deviation the norm, as Hubert Mono Ndjana⁷ so aptly puts it, Pointinini’s behavior raises questions. How can his practice be considered an internal innovation? What are the driving forces behind this incorruptible behavior in an environment where corruption seems to be the rule? Is this an individual standard of practice, or a return to the orthodoxy of police ethics?

Pointinini’s method for road traffic management in Yaoundé shows that, even in a discredited public service, islands of integrity, probity and exemplarity exist. A detailed field survey is needed to identify and document them, make them more visible, and discuss their potential for replication. The aim here is to make this innovative practice more intelligible. From this case study, we want to show that beyond the technical or technological innovations often imported as “traveling models” (Olivier de Sardan, 2021; Olivier de Sardan & Vari-Lavoisier, 2022), “social innovations” (Ela, 1998) can spring from below or from outsiders.

⁵ This case is not unique. Colleagues at the Kinshasa School of Criminology have reported two similar cases in the city.

⁶ This crossroads remains one of the most congested in the city, on the vital axis linking Nsimalen international airport to downtown Yaoundé. Indiscipline, cunning, aggressiveness, resourcefulness and a “free pass” generally characterize the behavior of motorists at peak traffic times.

⁷ Famous Cameroonian philosopher, author of this formula about governance: “Our society is characterized by having discarded the norm and having normalized the deviation.” Interview given to *Le Jour* newspaper in March 2013.

Methodological Considerations

Methodologically, this contribution favors a qualitative approach based on a corpus of 17 free interviews. They were conducted with road users, Pointinini's colleagues (hierarchy and collaborators), and other people carrying out their daily activities around the Coron crossroads, his workstation area. We interviewed 06 motorists, 02 superiors, 03 colleagues, 02 other police officers in charge of traffic at other locations in the city of Yaoundé, and 03 shopkeepers and one street vendor operating around the Coron crossroads. The shopkeepers interviewed had been working there for at least ten years, and those who had been there long before Pointinini's appointment were given preference. These free interviews were supplemented by several repeated interviews with Pointinini himself, as well as a corpus of press releases and direct observations.⁸ The interviews were conducted between June 2022 and September 2023, while observation took place discontinuously between February 2022 and November 2023. The material collected during the interviews was processed and then subjected to content analysis to arrive at the results presented here.

The Pointinini Method of Road Traffic Management in Cameroon: Between Conflict and Silent Revolution

To better present the Pointinini method, we need to review the innovator's career, and describe his practice in detail.

Pointinini's Background

According to corroborating sources, in his music video entitled *La chaussure qui parle* (The Talking Shoe), Ivorian artist Abou Nidal promoted a shoe called "Pointinini". This shoe was characterized by its pointed, somewhat raised toe, or by its material, sometimes made of crocodile skin. In Cameroon, this expression has become widespread and is used to describe any pointed or upright men's shoe. The name was attributed by the public to a Cameroonian police officer in charge of road traffic in Yaoundé. It is hard to say who coined it, but it is certain that this police officer is mostly known to all by this nickname. If you look closely, he is named after his shoes, as he wears pointy, well-shined shoes on a daily basis. Who is Pointinini?

Pointinini, whose real first name is Fabrice, is a young Cameroonian born of a teacher father and a housewife mother. Now a 2nd-grade police officer, but hired in October 2002 as a 1st-grade police inspector, he joined the force through a direct competitive examination at BEPC (brevet d'études du premier cycle) level, the only civil service examination he has taken. Within the police force, he works for the public security directorate. On leaving the training school, he worked "first at the Nkoldongo police station,⁹ then at the Regional Grouping of Public Roads and Traffic of the Centre", where he currently works. He has been with this regional group since 2006, and has been in charge of traffic at the Coron crossroads for seventeen years. He holds the Force Publique medal. Physically, he is around 1.80 m tall. Always with a tight, serious expression on his face, his authority commands the respect of all road users.

A Commitment to Contradiction in a Silent Revolution?

Three key words define Pointinini on the public highway: "respect, rigor, seriousness". To succeed in his mission as a police officer, he has made it his duty to respect all users. His rigor imposes a certain objectivity in his interactions with users of the public highway, refusing to show favoritism. In return, his seriousness demands respect from all. With this attitude, he accomplishes his mission on the public highway, a real battlefield.

⁸ To better document Pointinini's practice, the production of a twenty-minute film is envisioned, if substantial funding can be found. Indeed, this was a strong recommendation from peers following the presentation of this innovation at the colloquium organized by LASDEL in March 2023.

⁹ Interview with Pointinini on March 24, 2023.

Three essential practices, described below, make up Pointinini's method. They are based on his knowledge of the context in which he operates.

Inflicting a deliberate loss of time on the unruly user

"The way I punish an unruly user or offender on the public highway is by wasting time, time-wasting".¹⁰ So, when a user violates the prescription to follow the authorized alignment, Pointinini can make him or her wait in one of two ways. Either he stands in front of the vehicle, preventing it from moving forward until he decides to release them. Or, in rare cases, he takes the vehicle's file or the driver's personal belongings. He will return them only when he considers that the user has learned from his incivism. If he does take the vehicle's file or the driver's personal belongings, the latter is obliged to pull over while Pointinini quietly continues his work. In the middle of the road, the driver cannot approach him, and if he does, Pointinini tells him to wait in his car. Only after wasting the driver's time will he hand over the parts. He claims that he has "already thrown a motorist's vehicle file into a Hysacam truck,¹¹ but only once. The driver had to pick up his file there".¹²

Demotion to the back of the line

The deviating motorist may be demoted to the tail of the prescribed rank by the police officer in charge of traffic. Generally, Pointinini reverses the offending motorist and accompanies him to the back of the authorized lane. To carry out these maneuvers, he places himself in front of the vehicle while demanding, with authoritative signs and words, that he back up to the end of the queue.

Self-prohibition of haggling or influence peddling

Pointinini distinguishes himself by refusing to take bribes: "Motorists frequently try to bribe me, but I never give in".¹³ By setting himself apart from the usual practices of his colleagues, he has set himself a course of action to raise awareness, educate and moralize road users.

Through his professional conduct, Pointinini is committed to challenging the trivialization of corrupt behavior. His practices place him at the heart of the "invention of the everyday" (De Certeau, 1990), in his reappropriation of the use of the public highway. His attitudes at work require drivers to make a civic effort to comply with the Highway Code when they are within his jurisdiction. Through his visible incorruptible behavior, he opposes "the privatization of public services" (Plane, 1996), individually nurturing the image of his profession. In his own way, he is initiating a silent revolution that can be perceived with greater attention, since such localized practices can go unnoticed or be perceived as news items or staged events.

Pointinini's Action Repertoire and Motivations

Pointinini's motivations and the driving forces behind his actions provide a clearer picture of the uniqueness of his practice.

Sources of Pointinini's chosen repertoire of actions

To better understand the driving forces behind this type of behavior in the Cameroonian environment, we need to place it within "singular paths" that foster the fulfillment of "personal identity" (Bajoit, 2019). There are three main ways of examining the practice that makes Pointinini one of the innovators from within: socialization, vocation and professional awareness. In conjunction with Bajoit's work, these three factors contribute to the analysis of Pointinini's practices as a demarcation, a strategy for escaping the widespread image of a racketeering police force,

¹⁰ Interview with Pointinini on March 28, 2023.

¹¹ Cameroon's hygiene and salubrity company, responsible for collecting and treating household waste in towns and cities.

¹² Interview with Pointinini on March 28, 2023.

¹³ Interview with Pointinini on March 24, 2023.

in order to fulfill himself as a subject and actor of his personal existence. This refusal of practical conformity inscribes Pointinini in “singular trajectories” (Bajoit, 2019, p. 97) and prevents him from “an identity malaise”¹⁴ (Bajoit, 2019, p. 191).

Primary socialization: “parent education”

Pointinini owes a great deal to the education he received from his parents, and more specifically from his teacher father. This upbringing had a considerable influence on his career and conduct, as he seems very attached to the values he received. He is full of praise for his father, who taught him rigorous values such as rigor and respect: “In a word, it is education and rigor that guide me in my work. It is the upbringing and rigor that my father gave us”.¹⁵ This account underlines the importance of (primary) socialization on personal paths, and clearly shows that part of Pointinini’s personality and social identity would have been built during this phase. As Riutort (2013, p. 63) puts it:

Primary socialization is the most decisive, since it provides children with their first social references, which will shape them throughout their lives and act as a “filter”: later experiences are understood in reference to the first ones, which have contributed to the lasting framing of the individual’s ways of thinking and acting.

Pointinini’s emphasis on his parents’ upbringing underlines the importance of socialization in his personal life. His personal existence, in which he now plays an active part, is rooted in what is most dear to him: education and rigor.

Vocation and dedication

Unemployment is endemic in Cameroon today, with a rate of 5.9% in 2021 (INS, 2022). However, this rate can mask the reality of the labor market, as it is accompanied by an increase in the population working in the informal sector, which rose from 56% in 1993 to 90% in 2017 (OIT, 2017), then to 86.6% in 2021 (INS, 2022). The scarcity of decent jobs undermines vocations and forces people to live “beyond scrapping” (Ela, 1998, p. 142). This situation shows that vocational work in Cameroon is being eroded. Certain dysfunctional behaviors in public administrations can be explained by the fact that certain agents find themselves there by default or “breaking and entering”, the stakes often being survival, sometimes in defiance of professional ethics. In the popular imagination, the civil service is the best guarantee, and once recruited, one can shine by absenteeism, by bargaining for public service, in this “reign of impunity” (Ela, 1998, p. 275). A young Cameroonian who joins a training school by direct competitive examination “for a price” engages in unorthodox practices to recoup his or her investment in the first few years on the job. This seems to be more common among gendarmes, police officers, tax officers, magistrates, customs officers, etc., where corruption is often a condition of access to training schools (Titi Nwel, 1999). This is clearly not the case for Pointinini who, on the contrary, declares that his profession is his vocation: “It was my destiny, that is all. And I absolutely love this job”.

Between professional conscience and respect for ethics

If they enter the profession out of a sense of vocation, professional conscience and respect for ethics guide their day-to-day practice. This is the case for Pointinini, who asserts: “My behavior is guided by professional conscience, ethics, rigor, that is all”.¹⁶

Education, vocation and conscientiousness are three key factors in driving change from within public administrations.

¹⁴ According to Bajoit, an identity malaise is a state of psychic suffering resulting from the exacerbation of existential tensions between the peripheral zones of identity, and which threatens the stability of the identity core.

¹⁵ Interview with Pointinini on March 14, 2023.

¹⁶ Interview with Pointinini on March 28, 2023.

Pointinini's Motivations and Rewards

From the Desire for Self-affirmation through Selfless Giving without a Counter-gift?

Pointinini made himself by giving the best of himself: “I have no role model in the police force. I made myself in the police force”.¹⁷ With this in mind, it seems worthwhile to analyze his desire for self-fulfillment by revisiting the concept of “gift and counter-gift” theorized in 1923 by Mauss (2007), and taken up and updated in numerous works (Mahieu, 2020; Caillé, 2004; Mayade-Claustre, 2002; Alter, 2002; Weber, 2000; Cam, 1994). Pointinini does not refuse spontaneous gifts or donations from users who admire his commitment to his profession: “I always remind them that if they want to give me gifts, they should do so of their own free will”.¹⁸ This free, disinterested, “pure and perfect” (Mahieu, 2020) gift can express recognition of dedication to work, and is made without humiliation or call for counter-gift (Dufy & Weber, 2023). It is akin to “a gift without a counter-gift” (Cam, 1994). In this context, the gift is linked to an immaterial utility (the good service rendered) and implies the personalization of the gift (Mahieu, 2020, p. 67). This personalization of the gift to Pointinini stems from the fact that while some users spontaneously offer him gifts (often in cash), others prepare to do so and may pass by the station several times before handing it over. If Pointinini is absent, these users keep the gift intended for Pointinini until they have the opportunity to meet him in person to hand it over. In the act of giving, Pointinini favors the autonomy of the donor towards the recipient, and the gift can be anonymous. On the other hand, he refuses to accept forced, bonded or coerced donations that would lend a transactional character to the work or service rendered, for which he receives a monthly salary. He is opposed to self-interested donations, which “are not purely symbolic or social, disinterested” (Alter, 2002, p. 270), to “impure donations” (Mahieu, 2020, p. 71), which are coerced for the donor and imposed by the recipient. The gifts Pointinini receives are neither forced on the donor nor sought by the recipient. The gift to Pointinini, on the other hand, is a matter of goodwill on the part of the donor, expressing his gratitude for the good work done by this civil servant.

Pointinini has given his time and energy in order to receive the training he needs to provide a service to road users. This work has a *quid pro quo* that can be called a “counter-gift” that goes beyond a simple salary. From this point of view, work is no longer a simple commodity to be exchanged from time to time, but a part of oneself that is invested in a relationship between civil servants and users. This effort in work gives rise to and motivates a “non-humiliating generosity”, as opposed to the “humiliating generosity” (Weber, 2007) that can be shown towards beggars. In studies of corruption, it is generally postulated that police or gendarmerie officers share their corrupt harvest with their bosses. Pointinini does not share his donations with either his hierarchy or his colleagues, because donors are free to give directly to whomever they wish. He thinks that these are personal gifts, especially as some users, when presenting him with a gift, often remind him that they have missed it several times. If these gifts were intended for the entire team at this police station, the donors would give them to any police officer, in Pointinini’s absence. He admits, however, that he has often “made a gesture to an employee to pay for a cab, a juice or other refreshment”.¹⁹ However, this is done out of a sense of generosity, and not in the spirit of sharing any benefits with anyone. Ultimately, the gift Pointinini wants or promotes is a reward for personal commitment to the work accomplished (Gaxie, 2005; Stark, 1990), compliance with the official norm in a context dominated by practical standards.

Self-confidence and a determination to earn a living through “clean money”?

Pointinini’s self-confidence is a way of “relying on one’s own strength” that stimulates him in his daily work. In Cameroon, there are popular expressions to describe wealth or accumulation, depending on whether it is considered licit or illicit. This is how we speak of “clean money” versus “dirty money”. “Clean money” is the fruit of work well done and deserved, synonymous with earning a living by the sweat of one’s brow. This is in contrast to “dirty money”, which is accumulated through

¹⁷ Interview with Pointinini on March 24, 2023.

¹⁸ Interview with Pointinini on March 28, 2023.

¹⁹ Interview with Pointinini on March 14, 2023.

compromising trajectories, activities or practices (embezzlement, corruption, theft, etc.). Some informants believe that Pointinini is motivated by a desire to live off “clean money”, which is why he refuses to impose any kind of coinage strategy on users. This is made clear in his speech when he declares that he has never given in to users’ attempts at bribery, but they may give him gifts on their own free will.

A desire to honor and pay tribute to his parents

The desire for self-affirmation is accompanied by a desire to pay tribute to his parents. In a process of “give and take”, his parents have given him a dignified upbringing. He owes it to them to reciprocate with honorable behavior. The Force Publique medal is part of this logic. It is the first honorary distinction awarded to a public servant at his request. Knowing that his parents hold him up as an example is a source of satisfaction for Pointinini, who carries out his professional and family missions with the certainty that his “parents today are extremely proud”²⁰ of him.

Pointinini has also received other symbolic rewards, such as encouragement from his superiors and recognition from his colleagues. Numerous testimonials from users confirm his position. In fact, he was named “best civil servant of the decade 2012-2022” by Camer Natal, a platform that serves as a “showcase for promoting Cameroon’s image”. On this platform, a post on Pointinini garnered an exceptional 3,799 positive comments, recognizing him for shared qualities such as cleanliness, availability, exemplarity and integrity.

Traffic and adoption of Pointinini’s method

Before analyzing the adoption of Pointinini’s method within the Cameroon police force, we need to place it in a historical context. Our interviews revealed that other police officers previously used Pointinini’s method to regulate road traffic in Yaoundé around 2000, distinguishing themselves both by their rigor and their methods. Three figures were selected.

“High Voltage” at the central post office

There is one called “Haute Tension”. He served towards Acropole, the bus station moved to Mvan was still there but there were too many traffic jams. When he said it was a Mvog-Mbi line for the central post office, it was a line everyone respected. Even if you are a minister, you respect him, because he used to say that Cameroonians are all the same, there is no one more Cameroonian than the others. He would get in front of your car and you could not get through, or you would have to hit him to get through. He was not one to be intimidated.²¹

This is the description we gathered from another police officer known to users in Yaoundé between the central post office, in the heart of the city, and the Mvog-Mbi crossroads. His rigor and equal treatment of road users set him apart. In a context where influence peddling is endemic, and where vehicles bearing the “Corps Administratif” (CA) registration often take priority, “Haute Tension” was ready to confront any situation to maintain order, because for him, all citizens are equal before the law. He called himself “Haute Tension” because of his courage to discipline all users without discrimination, and without allowing himself to be influenced or intimidated. He was ready to confront the “big fish or bôbôhs²²” of the Republic if they were not in a motorcade or in priority vehicles, hence his nickname “High Voltage”.

²⁰ Interview with Pointinini on March 28, 2023.

²¹ Interview with a cab driver on February 26, 2023.

²² Cameroonian expressions referring to public authorities, influential men and women by virtue of their wealth or positions of power in society.

“Djobalard” at the Mvog-Mbi crossroads

Djobalard is also cited as a police officer who left his mark on his time and place of work. He was in charge of directing traffic at the Mvog-Mbi crossroads, not far from where Pointinini is stationed on a daily basis, an area always characterized by traffic jams. “There was another one at the Mvog-Mbi crossroads, we called him ‘Djobalard’, he liked to pull his pants up to his navel, and he worked well too.”²³ “Djobalard” is a nickname derived from his mode of dress, marked by the belt always at navel level. As with Pointinini, users gave him a nickname related to his clothing. He made his name through his determination and rigorous work ethic.

Alongside these two policemen, who are already enjoying their retirement, there is one commissioner still on duty in Yaoundé.

Police Inspector Baba

He is the boss who coordinates road traffic in Yaoundé. As a result, he crisscrosses the whole city and is well known for his good work. “If he finds you parked on the crosswalk, he would take your file and you would have to go and pay the fine. However, you can beg him and he may give you your file. He is very fast and patrols the whole town. Sometimes he behaves like he is in Mutenguéné,²⁴ because he often coaches police officers at crossroads. He would grab a policeman’s hand to show him or her how to direct traffic. Whenever he arrives at a clogged intersection, the police officers stationed there are made to suffer because they are working twice under his impetus. He forces them to work the way they were taught at school.”²⁵

Thus, his pedagogical approach is appreciated by road users. He does not allow himself to be bribed, he makes the offender pay the fine or he raises awareness by granting exceptional circumstances.

An analysis of the circulation of these grassroots innovations reveals their very low level of capitalization. In this context, replication of these hitherto isolated forms of behavior is unlikely. The lack of willingness to capitalize on such innovations within the police and the administration can be justified by five major observations: 1) their lack of documentation; 2) the non-involvement of these innovators in police officer training bodies; 3) the low verticality of individual innovations, except in the case of Commissaire Baba - these first three observations may partly explain the fact that Pointinini declares that he built himself, even though some of the methods used by his predecessors can also be found in his work - ; 4) the absence of a clear system or mechanism of specific positive sanctions in favor of police officers who particularly stand out for their good professional practices; 5) the absence of (or weak) political will to promote internal innovations on an equal footing with “top-down” innovations and imported “travel models”.

Criticisms

Pointinini’s method is not appreciated by everyone, some police officers consider it an exhibition. This is what emerges from this interview extract: “Pointinini wants to show that he works more than who? If he thinks he is working well, it is for himself and his family. Everyone knows how he got into the police force. People have done more than him before, but where are they?”²⁶ This extract suggests that respect for ethics or a return to orthodoxy is not well received by everyone. Habits die hard, Pointinini can be perceived as a dissident, a non-conformist. In this context, the message from the general delegate for national security, cited above, illustrates the persistence of acts of corruption, reflecting a certain resistance to change.

²³ Interview with a personal driver on April 12, 2023.

²⁴ Town in the South-West region home to the police training school for non-officer personnel.

²⁵ Interview with a cab driver on March 22, 2023

²⁶ Interview with a police officer stationed outside Coron on September 13, 2023. This perception of Pointinini’s method is reflected in certain interviews with cab drivers and street traders, who testify that some police officers criticize this work.

Conclusion

This article focused on a case study of innovation from below. It wanted to reverse the approach by distancing itself from work on corruption and “top-down” innovations to focus on a case that disavows habitual behaviors (criticized by users) in public services in Africa. This work made it possible to analyze laudable behavior from a subjectivist perspective (Bajoit, 2019) within the police. The objective here was not only to contribute to documenting innovations from within in state professions in Africa, but also to show that outsiders can be carriers of innovations and that they are also the actors of change and that this can come from the periphery.

This case clearly attests to the broadening and diversification of forms of innovation that should be documented, and challenges “the alleged inability of African societies to change based on their internal dynamics” (Ela, 1998, p. 70). It clearly shows that peripheral or lower-level actors innovate on a daily basis, but without scientific curiosity, these innovations would go unnoticed.

This putting into perspective of a singular behavior made it possible to reflect on the concepts of individual action and collective action (Birnbaum, 1991; Sommer, 2014), individual autonomy and collective action (Coton, 2011), of rational behavior (Ménard, 1994; Demeulenaere, 2003) or rationality (Boudon, 2009), but also of subjectivist behavior (Bajoit, 2019).

The data collected and analyzed allow certain conclusions. Thus, Pointinini joined the police out of love for this profession and not out of professional opportunism in a context where endemic unemployment does not very often leave a choice to the job seeker, sometimes ready to accept a downgrade. He fulfills his dream and does his job with dedication. He wants to inspire other citizens. He owes part of his professional career to this incorruptible attitude that is told on a daily basis. This practice cannot be understood outside of his personal trajectory and the preeminence of primary socialization on the construction of personality or social identity in the individual. This action, initially individual, has a collective scope in view of the echo it arouses, which clearly expresses a thirst for equity or social justice.

Internal innovations are mostly carried by peripheral actors, hence their low capacity for vertical circulation. They spread laterally without any real lasting impact on society, although they change perceptions. This poses the problem of their capitalization. Decision-makers seem to care little about this, being more interested in imported innovations, which sometimes bring rents. This lack of interest in endogenous innovations, as well as the illustrations provided above, clearly show that the fight against corruption remains an “unfinished effort” (Mgba Ndjie, 2018) in Cameroon. However, “the interaction of local and exogenous resources” (Ndongo & Klein, 2020, p. 73) could be constructive in the quest to improve public services in Africa. However, the inattention of politicians to innovations or reforms from below could, on the contrary, reinforce “subjugation and the forms of its validation” (Mbembe, 2020, p. 96).

Bibliography

- Alter, N. (2002). Théorie du don et sociologie du monde du travail. *Revue du Mauss*, 20, 263-285.
- Aschhoff, B., & Sofka, W. (2009). Innovation on Demand: Can Public Procurement Drive Market Success of Innovation? *Research Policy*, 38, 1235-1247.
- Awono, C. (2012). *Le néo-patrimonialisme au Cameroun. Les leçons sur le mal africain*. Dictus Publishing.
- Bajoit, G. (2019). *L'individu sujet de lui-même. Vers une socio-analyse de la relation sociale*. L'Harmattan.
- Bayart, J.-F. (1985). *L'État au Cameroun*. Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.bayar.1985.01>
- Bayart, J.-F. (2006). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Fayard, 2^e éd.
- Becheikh, N., Halilem, N., Jbilou, J., & Landry, R. (2009). Vers une conceptualisation de l'innovation dans le secteur public. *Économies et sociétés, série EGS*, 10(4), 579-614.
- Belomo Essono, P. C. (2007). *L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'État au Cameroun* [thèse de doctorat non publiée, Université Montesquieu – Bordeaux IV].
- Birnbaum, P. (1991). Action individuelle, action collective et stratégie des ouvriers. Dans P. Birnbaum & J. Leca (éd.), *Sur l'individualisme. Théories et méthodes* (pp. 269-298). Presses de Sciences Po.

- Blundo, G., & Olivier de Sardan, J.-P. (2007). État et corruption en Afrique : Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (*Bénin, Niger, Sénégal*). Karthala.
- Boudon, R. (2009). *La rationalité*. PUF (collection « Que sais-je ? »).
- Bradol, J.-H., & Le Pape, M. (2009). Innovations ? Dans J.-H. Bradol & C. Vidal (éd.), *Innovations médicales en situations humanitaires* (pp. 11-25). Le travail de Médecins sans frontières.
- Caillé, A. (2004). Marcel Mauss et le paradigme du don. *Sociologie et sociétés*, 36(2), 141-176.
- Cam, P. (1994). Le sang : un don sans contre-don ? *Droit et société*, 28, 583-606.
- Conac (2021). *Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2020*. Conac. <https://conac.cm/fr/wp-content/uploads/sites/3/2021/09/RAPPORT-CONAC-2020.pdf>
- Coton, G. (2011). Autonomie individuelle et action collective : la mise en forme du lien social dans le parti des Verts [thèse de doctorat non publiée, Université Paris Dauphine].
- De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*. Gallimard.
- Demeulenaere, P. (2003). *Les normes sociales. Entre accords et désaccords*. PUF (collection « Sociologies »).
- Denis, J. L., & Touati, N. (2013). L'innovation dans le secteur public : au-delà des discours. Éditorial. *Revue d'analyse comparée en administration publique*, 19(2).
- Desmarchelier, B., Djellal, F., & Gallouj, F. (2020). Innovation in public services in the light of public administration paradigms and service innovation perspectives. *European Review of Services Economics and Management*, 2(8), 91-120.
- Djellal, F., & Gallouj, F. (2011). Innovation dans les services, performance et politique publique. *Économie appliquée*, tome LXIV(2), 53-894.
- Djellal, F., & Gallouj, F. (2012). L'innovation dans les services publics. *Revue française d'économie*, 122(2), 97-142.
- Droege, H., Hildebrand, D., & Heras Forcada, M. (2009). Innovation in Services: Present Findings, and Future Pathways. *Journal of Service Management*, 20(2), 131-155.
- Dufy, C., & Weber, F. (2023). *La nouvelle anthropologie économique*. La Découverte, séries « Repères ».
- Ebélé Onana, R. D. (2020). Comprendre la corruption dans la gouvernance au Cameroun. *American Internationale Journal of Contemporary Research*, 10(1).
- Ela, J.-M. (1998). *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire : les défis du « monde d'en-bas »*. L'Harmattan.
- Gallouj, F., & Djellal, F. (eds) (2010). *The Handbook of Innovation and Services: A Multidisciplinary Perspective*. Edward Elgar Publishers.
- Gaxie, D. (2005). Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action. *Swiss Political Science Review* 11(1), 157-188.
- INS – Institut national de la statistique (2022). *Troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun*. Rapport principal, phase 1 : enquête sur l'emploi.
- Lipsky, M. (1980). *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, Russell Sage Foundation.
- Mahieu, F.-R. (2020). Le don pur et parfait. *Éthique et économie/Ethics and Economics*, 17(2), 65-72.
- Mauss, M. (2007). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Presses universitaires de France, coll. « Quadrige Grands Textes ».
- Mayade-Claustre, J. (2002). Le don. Que faire de l'anthropologie ? *Hypothèses*, 1(5), 229-237.
- Mbembe, A. (2020). *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. La Découverte.
- Médard, J.-F. (1990). L'État patrimonialisé. *Politique africaine*, 39, 25-36.
- Médard, J.-F. (1998). La crise de l'État néo-patrimonial et l'évolution de la corruption en Afrique subsaharienne. *Mondes en développement*, 102, 56-68.
- Médard, J.-F. (2007). Nouveaux acteurs sociaux, permanence et renouvellement du clientélisme politique en Afrique subsaharienne. *Cadernos de Estudos Africanos*, (13-14), pp. 1-12. Mis en ligne le 3 février 2012, consulté le 29 novembre 2022. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=293023472002>
- Ménard, C. (1994). Comportement rationnel et coopération : le dilemme organisationnel. *Cahiers d'économie politique*, 24-25, 185-207.
- Mgba Ndjie, M. S. J. (2018). La lutte contre la corruption au Cameroun : un effort inachevé. *Revue internationale de droit comparé*, 70(1), 159-185.
- Ndongo, M., & Klein, J.-L. (2020). Les innovations sociales en Afrique subsaharienne : la place des communautés et des territoires locaux. *Revue canadienne de recherche sur les OBSL et l'économie sociale*, 11(2), 56-81.
- OIT (2017). Enquête auprès des entreprises informelles du Cameroun. Sous la direction de F. Fomba Kamga.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2014). La routine des comportements non observants au sein des services publics nigériens. Connaître la culture bureaucratique pour la réformer de l'intérieur. *Études et travaux du Lasdel*, 119.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2015). Practical norms informal regulations within public bureaucracies (in Africa and beyond). Dans T. de Herdt & J.-P. Olivier de Sardan (eds), *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa. The game of the rules*. Routledge.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*. Éditions Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2022). « Compter sur ses propres forces. » Face à la dépendance à l'aide, promouvoir les experts contextuels dans les politiques publiques en Afrique. *Global Africa*, 1(1), 96-111.

- Olivier de Sardan, J.-P., & Ridde, V. (éd.) (2014). *Une politique publique de santé et ses contradictions. La gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger*. Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P., Diarra, A., & Moha, M. (2017). Travelling models and the challenge of pragmatic contexts and practical norms: the case of maternal health. *Health Research Policy and Systems*, 15(sup. 1), 60.
- Olivier de Sardan, J.-P., & Vari-Lavoisier, I. (dir.) (2022). Les modèles voyageurs : une ingénierie sociale du développement. *Revue internationale des études du développement*, 248. Mis en ligne le 1^{er} avril 2022, consulté le 29 novembre 2022. <https://doi.org/10.4000/ried.276>
- Ottaway, M. (2003). *Democracy Challenged: The Rise of Semi-authoritarianism*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://doi.org/10.2307/j.ctt1mtz6c5>
- Plane, P. (1996). La privatisation des services publics en Afrique subsaharienne. Enjeux et incertitudes. *Revue économique*, 47(6), 1409-1421.
- Ridde, V. (2010). Per diems undermine health interventions, systems and research in Africa: burying our heads in the sand. *Tropical Medicine and International Health*, 15(7), E1-E4.
- Riutort, P. (2013). *Premières leçons de sociologie*. PUF.
- Sommier, I. (2014). Sociologie de l'action collective. Dans M. Pigenet & D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France* (pp. 367-377). La Découverte.
- Stark, D. (1990). La valeur du travail et sa rétribution en Hongrie. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 85, 3-19.
- Titi Nwel, P. (1999). *De la corruption au Cameroun*. Friedrich Ebert Stiftung.
- Walker, L., & Gilson, L. (2004). "We are bitter but we are satisfied": nurses as street-level bureaucrats in South Africa. *Social Science and Medicine*, 59, 1251-61.
- Weber, F. (2000). Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage. Dans *Genèses*, 41. Comment décrire les transactions. pp. 85-107.
- Weber, F. (2007). Préface de la réédition de Mauss, M. *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. PUF (collection « Quadrige Grands Textes »).

